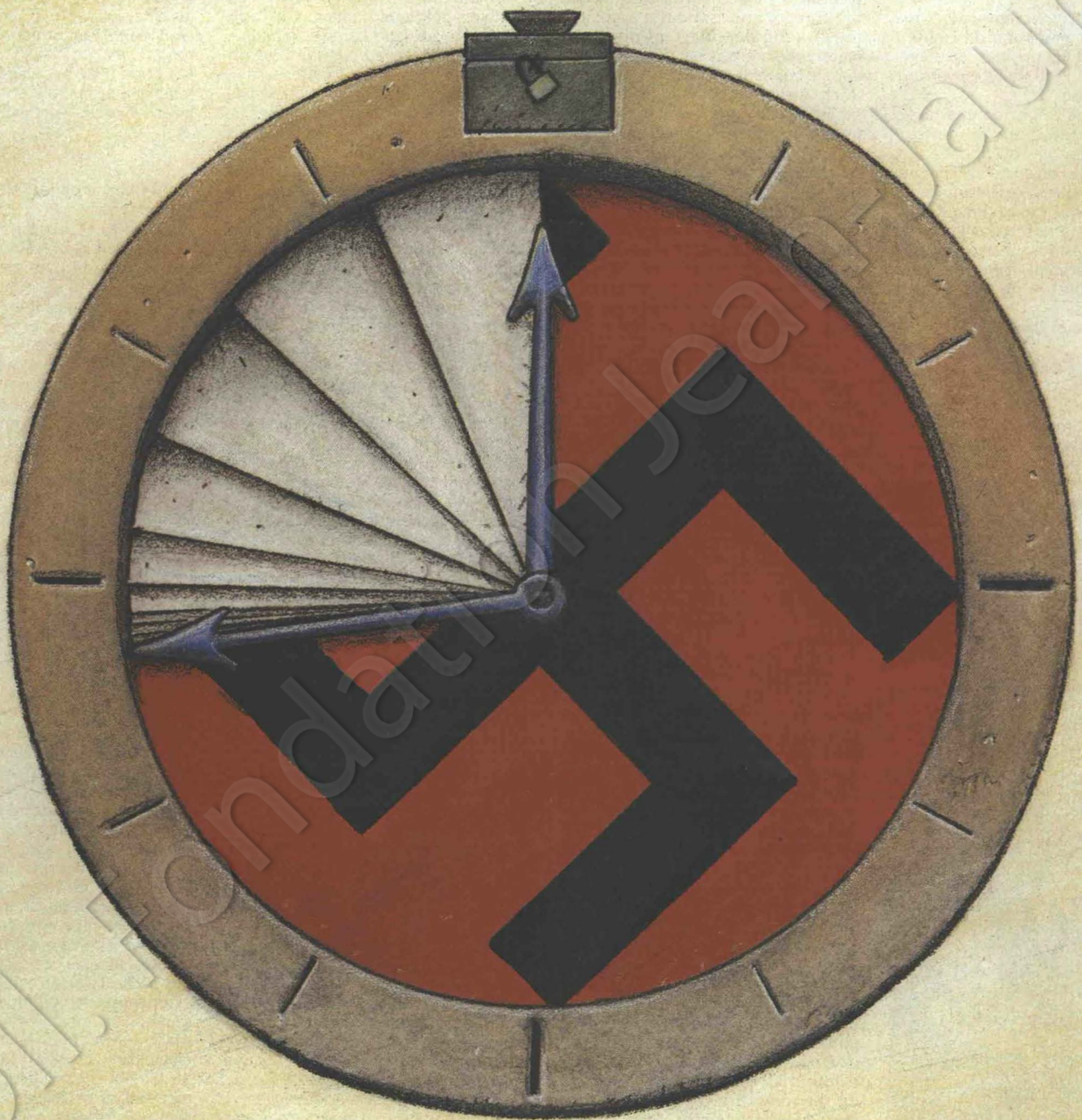
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Quatrième année - N° 129 - Vendredi 24 janvier 1992 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F



AGIR, il est encore temps

Lecluse

coll. fondation Jean Jaurès

VOTRE COURRIER

J'adresse toute ma sympathie, toute ma confiance, mon soutien au PS au moment où celui-ci est de nouveau l'objet d'attaques, de perquisitions, d'acharnement. Veut-on abattre le Parti socialiste ? Je me pose la question.
André Dafour - Domerat (03).

■

C'est avec une réelle satisfaction que j'ai appris la nomination de Laurent Fabius au poste de premier secrétaire. J'espère que le Parti va retrouver une nouvelle jeunesse.
Je souhaite également qu'une réelle démocratie s'installe au sein des sections, que la parole soit donnée aux militants, et que l'on en tienne compte, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. La devise était plutôt : sois un mouton et tais-toi, penses à nous pour les tracts ou autres, le reste ne te regarde pas, les notables décident, c'est forcément bien, les administrés ne peuvent pas être intelligents.
Denis Fatou - Loon Plage (59).

■

L'heure n'est plus aux lamentations ni aux regrets. Nous avons commis des erreurs et notamment celle de nous diviser ? Soit ! Nous nous n'avons pas à rougir de notre bilan qui, lui, est vraiment "globalement positif". Pour la cinquième semaine de congé, les 39 heures, la retraite à 60 ans, le RMI, l'impôt sur les grandes fortunes, la CSG qui épargne les faibles revenus et frappe les revenus importants, y compris du capital, la redistribution du revenu des villes riches vers les plus pauvres, etc., nous sommes restés



fidèles à notre idéal de justice et de progrès social. Par un effort sans précédent pour l'Education nationale et, en particulier, pour l'enseignement supérieur, nous avons préservé l'avenir des jeunes à qui nous avons répondu l'an dernier avec une rallonge importante et non à coups de matraque, comme Pasqua. Certes, il y a eu quelques erreurs : la CSG pour les retraités, dont je suis, et le prélèvement de 0,9% de juin auraient dû être progressifs, beaucoup plus faibles pour les bas revenus, plus forts pour les hauts revenus et moyens comme le mien... et pourquoi pas le même système pour la redevance TV ? Nous avons redonné la santé à une économie française que la droite nous avait laissée avec 14% d'inflation. Bien sûr, il y a le chômage que, malgré beaucoup d'efforts, nous n'avons pas réussi à juguler. Mais les dernières mesures de notre camarade Aubry vont dans le bon sens.
Dans le très proche avenir, pour les élections cantonales et régionales, nous nous devons d'expliquer sans relâche à tous nos camarades et à tous les citoyens que s'abstenir c'est voter pour Le Pen, car les électeurs de Le Pen, trompés par sa démagogie débridée, eux, ne s'abstiendront pas !
Enfin, il nous faut appeler un chat un chat et le Front national un parti raciste et fasciste dont les 50 propositions tombent, me semble-t-il, sous le coup de la loi, tout en expliquant patiemment aux électeurs trompés par lui que de telles mesures sont non seulement odieuses mais inutiles.
Maurice Rabau - Bordeaux (33).

■

Je vous fais parvenir un chèque de 1.500 F, en réaction à l'acharnement vengeur dont est victime actuellement le Parti socialiste. Je ne sais pas si cet argent est propre. Il faudrait que votre "petit juge" vienne vérifier et, alors, je saurais quoi lui dire. En tout cas, celui qu'il a gagné ce mois-ci est plutôt malpropre.
Socialiste peu actif, mais avec vous depuis toujours, je tiens à vous apporter mon soutien. Je dis bravo à toute l'équipe ; à Pierre Mauroy, Lionel Jospin et maintenant à Laurent Fabius. Et aussi à Michel Rocard et à Edith Cresson qui fait magnifiquement bien son travail. A vous aussi, "Vendredi", dont je suis un fidèle abonné et à qui je souhaite longue vie.
Nous, socialistes, n'avons pas à rougir et ne devons pas avoir de complexes. S'il y a eu des "affaires", c'est parce que nous n'avions alors pas d'autres moyens pour vivre et c'est l'honneur du gouvernement que d'y avoir apporté une solution avec la loi sur le financement des partis.
Il faut aussi que les juges sachent qu'ils ont à rendre la justice et non pas leur justice. Il est ahurissant de penser qu'une affaire d'une importance nationale puisse être confiée à un seul juge d'instruction et que, selon son humeur ou ses convictions, il puisse faire la pluie ou le beau temps.
J'aimerais, et je ne dois pas être le seul, qu'à la tête de notre parti, toutes les voix se lèvent ; fortement, violemment, contre tout ces faux culs. Il ne faut plus subir, il faut que nous attaquions. Le gouvernement d'Edith Cresson a montré son dynamisme. Il faut que le Parti fasse de même, à commencer par "Vendredi", qui devrait lancer la bagarre.
Jean Berteau - Ris-Orangis (91).

■

Il faut que je vous adresse, sympathisant de vos idées, et partageant vos succès et vos difficultés, mes compliments pour la façon dont vous avez porté remède aux affrontements des courants, qui n'étaient que des oppositions d'hommes, afin de pouvoir maintenir, avec tous les problèmes du monde et les obstacles créés par l'opposition, la France dans un contexte politique humain. Car ceux, bien munis par leurs parents, la nature, et ceux qui, par leurs études, ne risquent rien dans notre société, se doivent de faire en sorte qu'une certaine justice sociale soit au premier chef de nos préoccupations. Mais, pour les imposer, nous avons un peu trop d'éthique, apprise dans cette merveilleuse école primaire et secondaire française ; trop d'égards moraux pour nos adversaires. Nous ne sommes plus dans le Moyen Age où les joutes étaient assez propres dans l'ensemble. Nous jouons le "fair play". La droite, pas du tout. Et vous savez que l'optique du monde moderne, depuis déjà quelques années, est de laisser, au nom de la démocratie, le champ libre à ceux qui n'ont que faire de nos considérations.
Quelqu'un a écrit qu'il ne faut pas, au nom de la démocratie, ouvrir la porte du pouvoir aux ennemis de cette même démocratie. Il est temps que nous passions de la passivité à l'agressivité.
J'invite les militants socialistes à se pencher sur les événements en Europe depuis le début du siècle afin qu'ils en tirent les conclusions. Quand on vous gifle la joue droite, au lieu d'offrir la gauche, serrez les poings et frappez. C'est la seule façon de faire entendre raison à ceux qui ne connaissent d'autre raisonnement.
Francis Adan - Bagnères-de-Bigorre (65).

■

Mon courrier vous choquera sans doute, mais il est celui d'un miliant qui y croit et pour lequel les plombs ont sauté.
Plein le c..., j'en ai marre de me faire b... et, à travers moi, le Parti socialiste auquel j'ai l'honneur d'appartenir. De deux choses l'une, ou on aime ça, ou alors, réagissez, réagissons. Le financement des partis, avant la loi, était ce qu'il était, tous les Français le savent. Bien sûr, nous, au PS, nous ne sommes pas vicelards ! Camarades, il fallait prendre conseil à droite. Aujourd'hui, pour répondre aux accusations, demandez donc à un Pasqua ou, mieux encore, inspirez-vous du populisme d'un Robert-André Vivien.
Ne sommes-nous pas au pouvoir ? Je connais le couplet : "Je fais confiance à la justice de mon pays, elle est indépendante du pouvoir..."
Mais là, ça suffit ! Un juge vient perquisitionner à Solferino le jour de la passation du manche ! Eh, les gars, il fallait penser à les inviter pour l'investiture ! La ficelle est grosse, ce n'est sans doute qu'une coïncidence. Et, bien sûr, on va revoir le non moins illustre juge Jean-Pierre et son acolyte ex-inspecteur Gaudino en campagne politique. Moi, j'en ai le ras-le-bol, je ne suis pas le seul, eh, oh, on est en campagne !
A force de ne pas réagir avec la même violence que ces personnages, les militants vont se barrer et les sympathisants disparaître. Alors, arrêtez !
S'il faut déballer, allons-y, mais dans tous les camps, sinon, la presse va continuer à nous casser.
Je suis au PS, j'y resterai, je suis trop attaché aux valeurs que nous défendons mais il faut arrêter de faire le dos rond.
Ma prose n'est pas élégante, mais elle témoigne de ma colère.
Roland Bocquet - Pontault-Combault (77).

■

Nos enfants et le racisme. L'alerte doit être donnée.
Aujourd'hui, le grand malaise du racisme sévit dans les écoles primaires et secondaires, dans ces lieux où les enfants étaient jusque-là plus ou moins préservés des inégalités sociales et ethniques. Là, des enfants souffrent, se détestent et se cachent.
Ce sont ceux que l'on montre du doigt ou que l'on refoule aux portes des écoles, prétextant le sureffectif.
Le témoignage d'un enfant peut de nouveau faire monter la révolte dans l'esprit de chacun. Il a dix ans, et tous ses petits copains d'école pensent qu'il est Mexicain. Il s'appelle Mehdi, et personne ne lui fera jamais dire qu'il est musulman. Et pourtant...
C'est dans ce climat d'hostilité, de haine, de honte, de peur et d'indifférence qu'évoluent ces petits êtres vulnérables confrontés à cette intolérance.
Ne rien faire, c'est encourager tout ce cortège de souffrance et de haine.
C'est au quotidien, dans ce quotidien si difficile à vivre pour des milliers d'enfants trop bruns, qu'il faut combattre la réalité de ce drame.
Dans cet ensemble de comportements, il est temps de tenir un langage plus cohérent et plus réaliste à ses enfants, et redéfinir avec eux les droits naturels de chaque individu.
L'école ne peut remplir à elle seule sa mission en termes d'éducation à la solidarité et à l'enseignement des valeurs démocratiques, qui écartent les conflits et plus particulièrement le racisme ; son rôle est d'apporter la connaissance de ces droits, mais c'est aux parents que revient la mission essentielle de veiller au respect de ceux-ci.
Alors, si nous nous rendons au grand rassemblement de SOS-Racisme, samedi 25 janvier, nous participerons à un mouvement de solidarité pour la lutte contre le racisme, mais n'oublions pas que le lendemain, et les jours à venir, notre rôle sera de contribuer quotidiennement à réduire ces inégalités.
Ecoutons les enfants s'exprimer et nous comprendrons mieux l'urgence d'écarter la menace qui plane sur eux et sur leur avenir.
A l'aube du XXIe siècle, l'application de ces droits ne doit plus être une espérance, mais une réalité...
Marie Santos-Lopez - 75017 Paris.

■

Vendredi

10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication :
Bernard Roman (78.48)
Comité de direction :
Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef :
Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction :
Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction :
Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction :
Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pecau (77.92)
Réalisation :
Sandrine Girard (78.92)
Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage :
Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Benito / Sygma (pp. 3 et 16) ; Sipa-Press (p. 8) ; Gely / Imapress (p. 10) ; Philibert (pp. 12 et 13) ; D.R. (p. 14) ; Benito / Sygma (p. 16) ; C. Aral / Sipa-Press (p. 17) ; F. Willemin / Imapress (p. 18) ; Roger-Viollet (p. 19) ; D.R. (p. 20) ; Kipa (p. 21) ; D.R. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

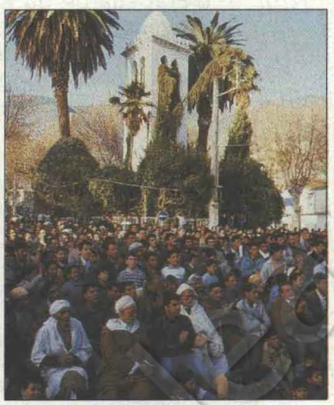
POLITIQUE
4 • Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale
• Fossoyeurs de la démocratie
5 • La riposte des socialistes
• Laurent Fabius
6 • La galaxie de l'extrême droite
• La stratégie de l'araignée
7 Contre le FN : outils et argumentaires

ECONOMIQUE/SOCIAL
8 Nouvelle retraite pour futurs retraités
9 44e congrès de la CGT : simple lifting ou vraie rénovation ?
10 Le monde du travail change...

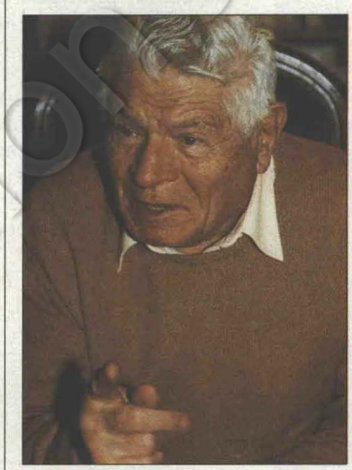
11 à 13 **DOSSIER**
L'école pour tous
11 Le collège à la croisée des chemins
12 Bons et moins bons collèges
13 • Vous avez dit malaise ?
• A La Ricamarie, des collèges autonomes



▲ *La riposte des socialistes (p. 5).*



▲ *La crise en Algérie et la France (p. 15).*



▲ *Alain Cuny (p. 23).*

INTERNATIONAL
15 • L'Europe, Maastricht et la défense nucléaire
• La crise en Algérie et la France
16 La guerre du Golfe, un an après
17 Fin de la guerre au Salvador

VIE PRATIQUE
18 L'allocation de soutien familial

CROQUIS
19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Dessin de la semaine

CULTURE
20 • Après La 5, culture ou info ?
• Cinéma : le phénomène Almodovar
• Télévision
21 • Scarlett et Dieu
• Revue des revues
• Mozart à Paris
22 • Post-scriptum
• Agenda

INVITE
23 Alain Cuny

■ AGENDA ■

• Colloque : **"Quelles politiques culturelles pour les régions et les départements ?"** (délégation nationale à la Culture). Avec M. Delebarre, B. Derosier, G.-P. Langevin, R. Pesce, M. Sapin, R. Savy, R. Tropéano. 29, 9 h 30 / 18 h. 217 bd Saint-Germain, 75007 Paris. ☎ 45.56.78.21

• Colloque : **"L'avenir de la dissuasion"** (IRIS). Avec G. Buis, R. Debray, G. Fuchs, P.-M. Gallois, P. Joxe, T. de Montbrial. 29, 10 h / 18 h. 28 rue Saint-Dominique, 75007 Paris. ☎ 49.40.33.36

• Colloque : **"Enseignement agricole en milieu rural"** (délégation nationale à l'Agriculture). Avec S. François, G. Garot, C. Jactel, A. Laignel, R. Souchon. 1/2, 9 h 30 / 18 h, Sénat, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris. ☎ 45.56.77.86

• Formation : **"Ecologie"**, socialisme et écologie, maîtriser les déchets, gestion et protection de la ressource en eau. Animé par Marylise Le Branche et Jean Robin. 15/2, 9 h / 18 h à Plouzané (29). Organisé par la fédération, avec la participation du Centre Condorcet. ☎ 98 53.20.22.

• Dîner-débat : **"Francophonie : espoir et réalité"**, ("Rassembler à gauche") avec J.-M. Borzeix, Y. Chassagne, H. Lopes, P. de Saint-Robert, G. Sarre et C. Tasca. 4/2, 20 h, 5 rue Eleuthère 75018 Paris. ☎ 40.81.76.23

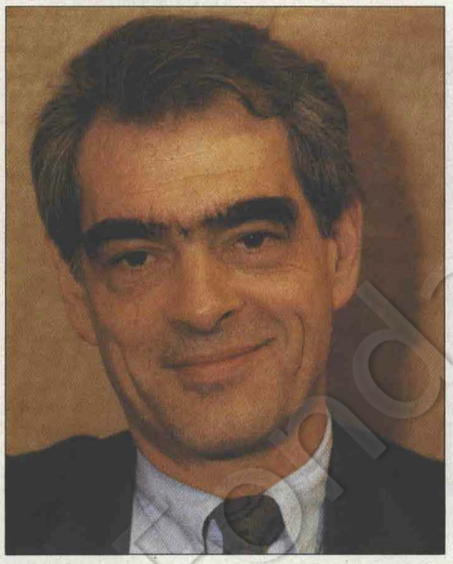
La toge et la plume

Les juges sont indépendants. Tellement indépendants que certaines de leurs opérations sont couvertes par une partie de la presse... comme ce fut le cas au Mans ! D'autres tiennent une conférence sur les marches du palais après une expédition parisienne. La dite presse n'est pas en reste, et se délecte en divulguant des détails couverts en principe par le secret de l'instruction. Quand ce n'est pas pour titrer, comme le fit "Le Figaro" le 17 janvier : le trafic d'armes passait par le siège du PS ! A qui veut-on faire croire que la "manifestation de la vérité" nécessite tout ce débordement médiatique ? Dans notre droit, tout inculpé bénéficie de la présomption d'innocence, un principe qui semble être bafoué par de dangereuses dérives.

J.R.

Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale

L'élection d'Henri Emmanuelli à la présidence de l'Assemblée nationale intervient dans un contexte politique difficile. Jusqu'aux législatives, le successeur de Laurent Fabius aura une rude tâche.



Désigné à l'unanimité par le bureau exécutif et le groupe socialiste, Henri Emmanuelli, malgré les violentes attaques dont il a été l'objet par la droite, a été élu président de l'Assemblée, à la majorité absolue, au second tour, mercredi. La candidature symbolique d'Huguette Bouchardeau aura surtout contribué à semer la confusion dans ce scrutin. Etait-ce bien utile au moment où la politique souffre de discrédit ?

A 47 ans, Henri Emmanuelli succède donc à Laurent Fabius à l'Hôtel de Lassay. Il connaît bien l'Assemblée nationale puisqu'il a été élu député des Landes en 1978. Il siège alors à la commission des Finances. En 1981, il est secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM avant d'être nommé, en 1983, secrétaire d'Etat chargé du Budget. Elu président du conseil général des Landes en 1982, il retrouve son siège de député en 1986. Réputé pour son sens de la provocation et ses déclarations abruptes, ce jospiniste fidèle tient le rôle de numéro deux du PS de 1986 jusqu'au congrès de Rennes. En 1991, il est promu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée.

LOURDES RESPONSABILITES

Henri Emmanuelli accède à la présidence de l'Assemblée au moment où le Parlement est fortement décrié. Sa tâche ne sera pas aisée, compte tenu du climat politique actuel. Il ne dispose que d'un délai très limité pour la mener à bien : un an. Sans doute, s'efforcera-t-il de compléter l'œuvre engagée par son prédécesseur. En effet, depuis 1988, Laurent Fabius a pris de nombreuses mesures visant à approfondir la transparence du fonctionnement de l'Assemblée, à doter celle-ci de davantage de moyens pour contrôler l'exécutif, à l'ouvrir sur la société et sur l'Europe, enfin, à moderniser ses méthodes de travail.

L'année 1992 sera chargée pour le Parlement. Elle a déjà commencé par une session extraordinaire. Mais la ratification des accords de Maastricht et la réforme partielle de la Constitution annoncée par François Mitterrand devraient mettre l'Assemblée nationale et le Sénat à contribution. Le traité de Maastricht prévoit, notamment, la mise en place de la conférence des parlements de la Communauté qui est nécessaire à la coopération entre parlements nationaux et Parlement européen. A court terme, la constitution d'une commission permanente de l'Assemblée, chargée des questions européennes, semble opportune pour répondre à la nouvelle donne. Autant dire qu'Henri Emmanuelli aura besoin de son énergie, ses compétences et sa pugnacité face à de lourdes responsabilités.

Jean-Pierre Bedeï

■ "POLITIS" LANCE UN SOS ■ SOUTENONS-LE

On n'a pas toujours été d'accord sur tout, mais n'est-ce pas la moindre des choses que de pouvoir discuter longtemps, patiemment mais amicalement ? Dans la presse de gauche, ou ce qu'il en reste, "Politis" tient une place à part, toujours menacée et difficile pour lui mais, pour nous, indéniablement réconfortante, malgré tout. Les journalistes qui ne dénigrent pas systématiquement le, les ou la politique ne sont plus très nombreux, hélas. Quant à ceux qui osent parler à leurs lecteurs un langage intelligent et stimulant, autant se les garder en amis. Voilà pourquoi le combat de l'équipe de Langlois est un peu aussi le nôtre. Comme celui de revoir le système français d'aides à la presse écrite qui restent les plus importantes d'Europe mais vont toujours aux plus riches, aux plus chers et aux moins politiques...
Chèques de soutien à l'ordre de : "Pour le nouveau "Politis", 76 rue Villiers-de-l'Isle-Adam 75020 Paris.

L.C.-S.

fossoyeurs de la démocratie

"Si tu veux cacher que tu as volé un bœuf, accuse ton voisin d'avoir volé un œuf", cet adage populaire résume assez bien l'énorme et perverse hypocrisie qui régit depuis peu les rapports entre la politique, la justice, la communication et l'argent.

Les affaires sur lesquelles le Parti socialiste se trouve attaqué depuis plusieurs mois ne sont que la combinaison de frustrations, nostalgie et totale mauvaise foi. Les pratiques antérieures à la loi de 1988 n'étaient ni plus ni moins que la loi de la jungle, vide légal et trop-plein financier. Le fonctionnement de la démocratie a toujours été difficile à accepter par les Français. Rappelons-nous, il avait fallu aux députés de la Troisième République balbutiante ouvrir secrètement une séance quinze minutes avant l'heure pour voter sans assistance ni presse la création d'une indemnité parlementaire, tant "l'opinion" de l'époque y était opposée. L'hypocrisie actuelle aurait donc près de cent ans déjà. Elle n'est pas pour autant excusable, au contraire.

Par la modernisation et la moralisation de notre vie politique, la gauche a tenté de créer un état légal là où l'argent régnait sans limite. L'exploitation des arrangements d'hier aux dépens des seuls socialistes est d'autant plus scandaleuse que ce n'est pas chez eux que l'on sait trouver les pires excès et les enrichissements éhontés. Il s'agit bien, en l'espèce, de mettre en avant des chapardeurs d'œufs pour faire oublier les voleurs de bœufs. Car soyons clairs et redisons tout net qu'avant 1988 aucun parti politique n'avait d'existence légale, aucun n'avait le droit de louer ni posséder un local, de payer un permanent, de signer un chèque, d'ester en justice. Et, pourtant, ils ont tous participé au fonctionnement de la démocratie. Les socialistes faisaient payer cher leurs militants et

extrême droite : la riposte des socialistes

En appelant à participer à la manifestation du 25 janvier contre le racisme, le Parti socialiste prend toute sa place dans la lutte contre l'extrême droite. Une action qui sera amplifiée dans les prochains mois.

Il fallait s'en douter : la dégradation actuelle du climat politique accentuée par la très médiatique perquisition du siège du Parti socialiste, le 14 janvier, ne pouvait que faire le jeu de Le Pen. En traitant le gouvernement de "ramassis de voleurs, de racketteurs et de gangsters", le chef du Front national n'a pas tardé à exploiter la situation. Du coup, ses attaques se situent dans le droit fil du langage tenu par les ligues fascisantes d'avant-guerre.



La riposte des socialistes a été immédiate. Au nom du gouvernement, Edith Cresson a déposé une plainte pour injures publiques envers un corps constitué. Une démarche approuvée par Laurent Fabius, premier secrétaire du PS. Et Jean-Jack Queyranne n'a pas tort d'ajouter : "Je souhaite que la justice, qui est parfois prompte à l'égard du Parti socialiste, sache marquer que, dans le débat républicain, il y a des choses qu'on ne peut pas dire. M. Le Pen devra rendre des comptes."

UN COUP D'ACCELERATEUR

Autre aspect de la réplique des socialistes au Front national : la participation du PS à la manifestation du 25 janvier contre le racisme. Des trains et des cars de militants seront affrétés. Laurent Fabius entend faire de la lutte contre l'extrême droite et contre les alliances entre la droite et le Front national un des "axes centraux" de son action au cours des mois à venir.

Pour lui, la manifestation du 25 janvier constitue un "coup d'accélérateur supplémentaire" dans cette voie. Les socialistes n'ont pas attendu ce début d'année pour tenter de réduire l'extrême droite comme l'attestent la politique gouvernementale sur les questions sociales, de sécurité publique, d'intégration, d'emploi, de rénovation de l'Etat, le manifeste des cinquante à l'initiative de Jean-Christophe Cambadélis, et le "combat pour les idées", illustré par la publication de trois brochures du secteur Formation du PS. Mais le premier secrétaire du PS est décidé à amplifier ce mouvement : "Il faut renforcer cette action au plan local. Nous souhaitons une véritable mobilisation anti-Le Pen dans les villages et les villes. Il faut recueillir l'information, organiser les ripostes et démultiplier l'action sur le terrain. Notre tâche est de fournir des matériaux intellectuels pour que cette opération anti-Le Pen soit conduite."

Une commission nationale "extrême droite" sera mise en place par le PS et animée par Michèle Humbert-Lindeperg, déléguée nationale à la Formation. En liaison avec l'Internationale socialiste, le PS devrait organiser une réunion sur le regain de l'extrême droite en Europe. Enfin, un rassemblement international de jeunes sur cette question est envisagé pour le mois de juin.

En attendant, les socialistes seront très attentifs à l'attitude de la droite à l'égard du FN lors des élections régionales. Celles-ci serviront de "juge de paix", selon Laurent Fabius, car elles permettront de "voir alors s'il existe ou non une séparation entre les déclarations d'intention et les pratiques". Et si la droite se prenait au piège de sa victoire annoncée ?

J.-P.B.

---

leurs élus, ils avaient créé une société enregistrée au tribunal du commerce. Mais comment faisaient les autres ? Qui louait leurs sièges ? Qui payait leur personnel ? Qui signait des chèques aux imprimeurs d'affiches et de tracts ? Quel juge, quel policier, quel journaliste peut dire aujourd'hui qu'il ignorait cet état des choses ? Pourquoi l'ont-ils donc supporté pendant des décennies sans ouvrir d'enquêtes, de perquisitions, d'actions en justice ? N'étaient-ils pas complices de laisser faire sans rien en dire ? Qui les en empêchait, alors ? La gauche ? Quant aux fuites organisées avec l'aide de Philippe de Villiers, elles montrent bien que celui qui démissionna en 1981 de son poste de sous-préfet pour ne pas servir la République sous la gauche, regrette que la politique ne soit plus réservée aux nantis, aux bleus. Villiers en veut à la République d'exister et à la démocratie d'avoir gagné. Il trouve même des auxiliaires parmi des fonctionnaires et des oreilles complaisantes dans la presse.

L.C.-S.

Expliquer

D'un côté les "affaires", de l'autre la montée de l'extrême droite, avec son cortège d'injures et de propositions scandaleuses. Oui, il flotte sur la France une atmosphère étrange, comme il s'en produit de loin en loin dans un pays épisodiquement agité par une fièvre autodestructrice. Mais il n'y a aucune fatalité à cela. A condition -et c'est ce que chacun doit faire- d'expliquer, d'expliquer, et d'expliquer encore.

Expliquer qu'en dix ans, nous avons notamment assuré le bond en avant européen, la décentralisation, la deuxième révolution scolaire, la libéralisation de l'audiovisuel, de grandes lois sociales, l'assainissement économique et le maintien de la croissance. Expliquer que la France, dans la compétition économique mondiale, est au sommet de la liste des pays développés. Il reste assurément beaucoup à faire, et d'abord pour extirper le cancer du chômage. Mais ne soyons pas aveugles : les Français seront-ils les derniers à s'honorer de leur bilan ?

Expliquer aussi que, pendant trop longtemps, la seule loi qui régissait le financement des partis était la loi de la jungle. De notoriété publique, tous les partis se sont financés par des systèmes "parallèles" car ils ne pouvaient faire autrement. Sous l'impulsion de François Mitterrand, les lois de 1988 et surtout de 1990 ont enfin introduit des règles : les dépenses des partis et des campagnes sont désormais légales, limitées, contrôlées et les transgressions sévèrement sanctionnées. Les choses sont claires, il y a un avant et un après, et on ne peut faire comme si tel n'était pas le cas.

Expliquer que le Front national n'est nullement un recours. Pour peu qu'on se donne la peine de le lire, son programme aboutirait à la suspension des libertés publiques, à la disparition des petits commerçants, des agriculteurs, de l'école laïque et républicaine, de la Sécurité sociale, à l'isolement international de la France et probablement à la violence.

Appelons-en donc à l'alliance des générations : aux anciens qui ont vu Hitler et Vichy et qui savent ce qu'il en coûte d'humilier la démocratie ; aux jeunes de la génération morale, qui demandent qu'on respecte l'autre.

Quelles que soient les responsabilités que nous occupons dans la société, quelles que soient nos convictions politiques dès lors qu'elles sont républicaines, quelle que soit notre confession religieuse, nous devons nous sentir personnellement engagés par le combat pour la démocratie. La démocratie n'a qu'une force : ses citoyens. Elle n'a qu'une faiblesse : leur désenchantement et leur désertion.

Le Parti socialiste doit être l'aile marchante de ceux qui refusent de renoncer.

Laurent Fabius

la galaxie de l'extrême droite

L'extrême droite ne se borne pas au Front national. Elle se compose d'un réseau de courants et de groupuscules. Certains d'entre eux prônent la violence, d'autres infiltrent la droite et les milieux socio-professionnels.



Au-delà de sa figure de proue, le Front national, l'extrême droite tisse sa toile. Depuis une dizaine d'années, elle crée ou réactive des réseaux politiques ou socio-professionnels qui développent une idéologie plus ou moins ouvertement raciste et fasciste. A la droite et à la gauche du Front national gravitent des partis et des groupuscules, inexistants sur l'échiquier politique, mais qui fournissent des passerelles avec les organisations de la droite traditionnelle, ou procurent des hommes de main pour participer à des actions racistes violentes et organiser des provocations dans les manifestations.

NOMBREUX COURANTS

L'extrême droite a toujours été très divisée et émiettée. Actuellement, elle est composée de nombreux courants qui irriguent le Front national mais le dépassent également. La sensibilité nationaliste, matrice du FN, qui est l'héritière des groupes activistes des années 60-70, défend farouchement les thèses révisionnistes. Elle s'exprime notamment dans le journal "National Hebdo" et dans "Minute". A l'extérieur du FN, ses partisans se retrouvent à l'hebdomadaire "Rivarol", à "L'Œuvre française", de Pierre Sidos, au "Groupe d'union défense" (GUD), au Parti nationaliste français (PNF) et au Parti nationaliste français et européen (PNFE) dont la devise est "France d'abord, blanche toujours".

Les "nationalistes révolutionnaires" forment un autre courant de l'extrême droite. Ils ont quitté le Front national, jugé trop tendre, pour aller grossir des mouvements plus radicaux comme le Mouvement nationaliste révolutionnaire qui s'est rapproché du Parti des forces nouvelles (PFN). "Ces deux groupes ont en commun l'idéal du guerrier, l'admiration de la violence antibourgeoise, le dégoût de la médiocrité", note Marie-José Chombart de Lauwe, chercheur et spécialiste de l'extrême droite. Ils dénoncent les droits de l'homme "dernier avatar du discours égalitaire, véhicule du pire de tous les totalitarismes : le totalitarisme économique, bourgeois, marchand".

La branche nationale-conservatrice incarne très largement la base électorale du Front national, mais elle est en déclin à l'échelon des responsables. Ses principaux élus, comme Edouard Frédéric-Dupont, Pascal Arrighi et Yann Piat ont démissionné du FN récemment. Plus intellectuelle, la sphère de la nouvelle droite assure le renouvellement idéologique de l'extrême droite. Elle est composée des membres du Grece et du Club de l'Horloge dont certains, comme Jean-Yves Le Gallou, Bruno Mégret, Yvan Blot occupent des responsabilités au FN. Ces "penseurs" ont alimenté les prises de position de Jean-Marie Le Pen lors de la guerre du Golfe.

Le courant catholique traditionaliste, longtemps dirigé par Mgr Lefebvre, tient également une place importante au sein du FN et de sa mouvance. Son principal animateur, Romain Marie (alias Bernard Antony), est député européen du Front national. Il a également fondé les Comités chrétienté solidarité, officines intégristes dont les membres sont de fidèles lecteurs du quotidien "Présent", qui diffuse un message raciste et antidémocratique. Ces catholiques traditionnalistes ont fondé l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne, destinée à lutter contre le "racisme antifrançais". Ils comptent dans leurs rangs des royalistes qui se réclament de la tradition maurrassienne... Encore plus inquiétant, des groupuscules néo-nazis vivotent, à l'instar des FNE (Faisceaux nationalistes européens), qui ont remplacé la FANE, dissoute en 1980. Ils ont à leur tête Mark Fredriksen, ancien candidat du Front national aux législatives en 1978. Enfin, le mouvement skin-head, adepte

la stratégie de l'araignée

Fort en gueule,
Le Pen a des aboiements
qui impressionnent.
Mais il a la gesticulation
du matamore
et sa logomachie est pleine de trous.
Entretien avec Claudine Guittonneau,
coauteur avec Pierre-André Taguieff
de "Face au racisme".

Le danger que constitue le Front national se précise. Beaucoup de secteurs de la société sont-ils touchés ?

La stratégie d'infiltration systématique que le Front national et ses satellites d'extrême droite ont pratiqué est une véritable stratégie de l'araignée.

Elle s'organise autour de deux axes : les cercles nationaux et les associations. Les cercles se réunissent à partir d'activités ou de catégories sociales. Cela va des étudiants aux retraités, en passant par les agriculteurs, les anciens combattants, les femmes, le monde de l'entreprise. Les associations ont une activité plus fluctuante. Certaines sont dynamiques, d'autres n'existent que sur le papier.

Mais elles pourront servir le cas échéant. Cette volonté de quadriller la société française est significative. De plus en plus, l'extrême droite a entrepris d'influencer les esprits de 7 à 77 ans. Aujourd'hui, on voit fleurir une nouvelle activité, que l'on pensait très éloignée des préoccupations de l'extrême droite, avec des objectifs propagandistes : le roman. "La conquête par le roman", comme la nomme le directeur de "Présent", Jean Madiran, passe par des livres, comme "La Nuit de Jericho" signés par un journaliste de "Minute", Serge de Beketch, et par un autre de "Présent", Alain Sanders. Ce même Sanders, qui écrit des livres



de la violence, prône le culte du surhomme, la défense du monde blanc, le racisme, l'antisémitisme. Il a tissé des liens avec l'extrême droite européenne et avec les FNE, le Mouvement nationaliste révolutionnaire, le PNFE.

UN ROLE DE SAS

L'extrême droite étend son influence sur le flanc gauche du Front national, en direction du RPR et de l'UDF. Divers partis, syndicats ou associations jouent un rôle de sas avec la droite républicaine. C'est le cas du CNI, qui a accueilli des dissidents du PFN et du FN, des clubs de réflexion et d'opposition politique (Club 89, Club Avenir et Liberté, etc.), des cercles intellectuels (cercle Renaissance, de Michel de Rostolan), des associations médicales (UNAM et UNAS) ou liées aux questions de société (Laissez-les vivre, Légitime défense, le Rassemblement des usagers et contribuables), des mouvements professionnels ou syndicaux : UNI (syndicat étudiant), la CSL (syndicat fournissant les milices patronales), le SNPMI (Syndicat national du patronat moderne et indépendant), la FPIP et l'USC (syndicats de police), etc.
L'extrême droite ne se contente pas de créer ses propres courroies de transmission. Elle tente d'infiltrer les associations, les mouvements de jeunesse, les syndicats et l'administration qui, jusqu'à présent, étaient à l'abri de son influence. Par ce travail de sape au quotidien, ce militantisme sournois, elle noue un contact avec la population auprès de laquelle elle diffuse, de manière pernicieuse mais efficace, une idéologie qui fait grimper les résultats du Front national. Par ses pratiques de proximité, elle quadrille un terrain que les militants de gauche occupaient encore il y a une dizaine d'années. Il serait grand temps de le reconquérir. Sinon, la démocratie risque d'en pâtir.

J.-P.B.

■ DES OUTILS ■ ET DES ARGUMENTAIRES



Comment lutter efficacement contre l'extrême droite ? Cette question -lancinante- finit par devenir prioritaire. Pour l'instant, les forces démocratiques ont été impuissantes à empêcher sa progression. Le succès de la manifestation du 25 janvier revêt donc une certaine importance.
Pour combattre un fléau, encore faut-il bien le connaître. Un certain nombre d'organismes se sont mis en place ces dernières années, comme l'Observatoire sur l'antisémitisme dirigé par Pierre-André Taguieff.
La Commission consultative des droits de l'homme remet officiellement chaque année un rapport sur l'état du racisme et de la xénophobie.
"Le Manifeste des 50" (1), à l'initiative de Jean-Claude Cambadélis, rassemble les répliques contre le FN de cinquante personnalités de Pierre Arditi à Charles Fiterman, en passant par Marie-Claire Mendès France, Jean-Pierre Soisson, Michel Rocard et Laurent Fabius.
Le secteur formation du Parti socialiste, de son côté, a publié une série de trois brochures (2) pédagogiques et détaillées sur l'extrême droite. Le premier volume, intitulé "Lutter contre l'extrême droite", offre un argumentaire pour répliquer aux affirmations péremptoires de Le Pen. Le deuxième, "Mieux connaître l'extrême droite", met en lumière les racines de l'extrême droite, sa galaxie actuelle (grâce aux travaux de Marie-José Chombart de Lauwe), ses ramifications et son idéologie (étudiées par Claudine Guittonneau). Le troisième, "Agir contre l'extrême droite", se présente sous forme de fiches-argumentaires, d'exemples de tracts et d'actions à populariser pour combattre le FN. Des ouvrages très utiles pour les militants et les démocrates.

(1) Régine Desforges éditeur, 79 F.
(2) En vente au Parti socialiste.
Chaque volume, 50 F

---

pour enfants type Club des cinq dans une nouvelle maison d'édition, BFI-Elor, qui a réédité les réactionnaires "Signe de piste". L'extrême droite essaye aussi de pénétrer des syndicats, des corporations et des secteurs clefs de la vie française. Signalons entre autres les liens existants entre la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) et l'Association professionnelle des magistrats (APM), la plus à droite des organisations de magistrats.

Jusqu'à présent, les thèmes employés contre le FN n'ont pas réussi à entraver son influence. Quel discours doit-on avoir à l'égard du parti de Jean-Marie Le Pen ?
La réplique doit se faire dans deux directions. Continuer, avec des arguments plus rigoureux, à dénoncer le danger que font peser Le Pen et ses amis sur la démocratie, les libertés individuelles et collectives. Le Pen est aujourd'hui partisan du référendum d'initiative populaire parce qu'il pourrait s'en servir sur certains sujets sensibles comme la peine de mort ou les immigrés, mais la manière dont le FN fonctionne est le meilleure préfiguration de la société totalitaire qu'il veut construire. Il ne faut pas être dupe des accès de modération de Le Pen : il ne veut pas parler à la télé de l'affaire Touvier pour ne pas diviser les Français. Mais François Brigneau, dans "National Hebdo", traite l'archevêque Decourtray, entre autres obscénités, "d'enfilé mondain" et le chef de file de Chrétienté solidarité, Bernard Antony, le traite de "balance". Il faut faire percevoir à ses éventuels électeurs que voter FN est un acte grave qui engage l'avenir. Dans les années 30, aussi, la majorité de ceux qui se prononcèrent pour les nazis n'avaient pas le sentiment qu'ils étaient pour la guerre et les camps d'extermination.
Mais il ne faut pas rester sur ce seul terrain. La technique de Le Pen est de répéter à satiété les trois ou quatre mêmes affirmations pour qu'elles pénètrent dans l'esprit du public. Sorti de ces thèmes comme l'immigration, Le Pen est beaucoup moins loquace et s'en tient à des idées vagues.
Le programme de son parti est beaucoup plus précis : suppression du SMIC et du RMI, abrogation des lois Auroux, du droit du grève dans la fonction publique, toute puissance du patron, embauche et licenciement sans règles, suppression de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans. Un programme antisocial qui nous ramènerait des siècles en arrière. Une des manifestations de cette régression est le sort réservé aux femmes dont la tâche principale, sinon unique, est de perpétuer les Français de souche. Les militants du Front se signalent d'ailleurs par leur activisme dans les commandos anti-avortement qui ont saccagé dernièrement, sans être sérieusement réprimés, des services d'obstétrique.
Toutes proportions gardées, il y a dans les faiblesses que Le Pen éprouve à l'égard du FIS d'autres éléments que les passions nationalistes. Une femme de nouveau infériorisée, un travailleur sans droit, un citoyen muselé, est-ce vraiment ce que les gens qui votent pour Le Pen veulent ? Ils ne tarderaient pas à s'apercevoir que ce qu'ils réclament pour les immigrés, eux aussi le subiraient !

Propos recueillis par Bernard Chaouat

nouvelle retraite pour futurs retraités

La Sécurité sociale devrait être en quasi-équilibre en 1992, mais la branche vieillesse, elle, accumule toujours les déficits. Chargée, en avril 1991, d'organiser un débat public et de rechercher les éléments d'une dynamique commune sur les orientations à privilégier, la "mission retraites" vient de rendre son rapport. Robert Cottave, son président, en explique la démarche.



Avez-vous publié un rapport de plus ?

Robert Cottave. Notre rapport est le récit commenté d'un court voyage dans l'opinion publique. Nous ne nous sommes pas placés dans la problématique, posée maintenant depuis un certain nombre d'années de rapport en rapport, sur les réformes à faire. Nous avons dessiné d'autres pistes et notre expérience devrait, à mon avis, beaucoup intéresser le monde politique.

Le moteur de la science est le doute, non la certitude. Je me demande s'il n'en est pas de même en politique, où la décision devrait être de plus en plus le produit de l'écoute et de l'intelligence. C'est une expérience étonnante d'écouter les gens. Et encourageante. Ils ne s'abstiennent pas, ils participent. Ils expriment des intérêts particuliers, ou corporatistes, comme on dit, mais, quand on les laisse s'exprimer autrement que par des phrases courtes ou que par le oui ou non des sondages, ils font des compromis avec eux-mêmes et l'on voit se mêler, aux intérêts particuliers, une sorte d'intérêt général permanent.

Cela veut-il dire que les solutions que vous préconisez ont leur source dans la participation des personnes que vous avez auditionnées ?

Tout à fait. Nous ne présentons pas des solutions, nous présentons continuellement une alternative sur les sujets que nous abordons. Nous ne pensons pas, en effet, qu'il existe des solutions qui s'imposent. Ce sont les problèmes à traiter qui s'imposent.

Lequel vous paraît essentiel ?

Celui du pilotage du système de retraite. A la Libération, il avait été décidé qu'il serait confié aux représentants des gens qui cotisaient. Peu à peu, l'Etat et ses représentants l'ont envahi, et les élus ont aujourd'hui un rôle secondaire. Il faut qu'il y ait un pilote dans l'avion, et un tableau de bord pour corriger en permanence les effets de la conjoncture auxquels les systèmes de retraite sont très sensibles.

Le déficit aurait-il été résorbé si les représentants des cotisants avaient joué leur rôle ?

Ce n'est pas exclu. Ils sont arrivés à le faire dans les régimes complémentaires, sans difficulté, ni éclats, et le plus souvent à l'unanimité. Si on avait eu un dispositif de même nature pour le régime général, on aurait fait tous les ajustements nécessaires. La question est de savoir si c'est à eux qu'on doit confier ce pilotage, ou, si l'Etat souhaite garder la haute main, quelles modalités mettre en place pour que l'on sache qui, à quel moment, décide quoi.

L'Etat, quelle que soit la couleur politique du gouvernement, acceptera difficilement de voir diminuer son emprise sur la Sécurité sociale !

C'est une autre question, mais cela irait dans le sens de "donner plus de pouvoir aux gens". Nous avons très régulièrement tenu le gouvernement au courant de nos découvertes, de l'opinion des gens que nous rencontrions. Tout au long de ces mois, nous avons reçu des encouragements sur la manière dont nous avancions. Nous avons eu l'impression d'être entendus, et nous nous rendons bien compte, en même temps, de la difficulté à mettre en œuvre ce que nous proposons.

Pour l'indexation des pensions, vous proposez une alternative : les indexer sur les salaires nets -c'est le système qui vous paraît le mieux adapté-, ou laisser l'Etat et les partenaires sociaux définir un nouvel indice de référence.

Depuis cinq ans, le Parlement a pris la décision de revaloriser les retraites sur les prix, ou moins que les prix. Or, curieusement, cela ne produit pas l'effet qu'annoncent toutes les projections et le déficit continue de se creuser. Il faudrait réfléchir à autre chose. Il faut veiller à l'évolution parallèle des revenus de ceux qui sont au travail et de ceux qui sont en retraite.

■ LA PYRAMIDE DES AGES ■

D'après le Haut Conseil de la population, la proportion des 60 ans et plus est passée en dix ans de 17,3 à 19,4%. 7,9 millions de personnes -14% de la population- ont plus de 65 ans, dont 60,9% de femmes. 2,1 millions ont plus de 80 ans, 878.000 plus de 85 ans.

Vous prenez plus nettement position sur la durée de cotisation qui permet une retraite à taux plein, en estimant souhaitable de la faire passer progressivement de 37,5 années à 40, soit de 150 à 160 trimestres.
Il faut bien installer des modalités cohérentes de durée de cotisation par rapport à la durée de la retraite. Les personnes qui entrent le plus tôt dans le marché du travail, avant 20 ans, n'auront aucune difficulté pour leur retraite. Près de 60% de ceux qui la demandent aujourd'hui cotisent déjà depuis 40 ans. Mais ce sont aussi eux qui meurent le plus vite. Il existe donc des transferts qui vont de ceux-là vers ceux qui vont vivre plus longtemps et obtenir cependant une retraite au même âge : les écarts sont importants, ils vont de cinq à neuf ans. Il serait plus juste que ceux qui vont vivre plus longtemps travaillent aussi plus longtemps. En outre, cet allongement de la durée de cotisation cessera d'encourager les exclusions précoces. Il y a actuellement beaucoup de gens que le patronat met à la porte à soixante ans parce qu'ils ont leurs 37,5 années, alors qu'ils désirent travailler pour des raisons personnelles. Bref, peu de choses vont en sens contraire de cette mesure qui paraît équitable.

Pourquoi, en revanche, ne pas avoir retenu la possibilité d'augmenter des 10 aux 25 meilleures années la période de référence pour le calcul des droits à pension ?
Parce que tout le monde, ou presque, nous a demandé de ne pas la retenir, contrairement aux sondages. Elle pénaliserait trop ceux qui sont victimes d'exclusions professionnelles lors de la liquidation de leurs droits. Dix ans, c'est une façon de faire un gros bouquet de ce qui a été le meilleur dans la vie. On ne part pas en retraite avec les bagages de ce qui n'a pas marché.

Certains envisagent de revenir à la retraite à 65 ans. Vous n'évoquez même pas cette question.
La retraite à 60 ans est un droit. Il est juste. Mais les entrées dans la vie active deviennent de plus en plus anarchiques. De même les sorties. N'annonçons pas la retraite à 65 ans, à 70 ans, annonçons des durées de cotisation. Tout ce que vous pouvez proposer qui soit contraignant ne va pas dans le sens de l'avenir.

Vous demandez qu'on clarifie le mode de financement et vous proposez la prise en charge par l'impôt des dépenses non contributives qui ne relèvent pas d'un objectif d'assurance. Ces dépenses sont-elles si importantes ?
Avec les retraites, on paie pour la politique de défense, la politique familiale, celles de santé, de l'emploi, la politique sociale au sens large. Ce non-contributif représente 20% de l'ensemble des prestations versées, environ 50 milliards. Du coup, les gens ne savent plus ce qu'est la solidarité. Il faudrait que tout cela soit clairement annoncé, et payé par l'impôt. Non, rien ne craquera. Simplement, entre temps, on aura remis les choses en ordre. Les Français seront en charge de leur solidarité, au travers de l'impôt, pour payer la politique de défense, la politique familiale, etc., sur lesquelles ils pourront d'ailleurs discuter. L'imposition, aujourd'hui, repose entre 70 et 80% sur le travail. Or, dans le rapport, il y a un souci de stabiliser les charges sociales, qui n'est pas seulement au bénéfice des employeurs, mais de l'entreprise en son entier. Que le reste passe à l'impôt.

Les salariés du privé accepteront-ils les mesures que vous préconisez, alors que vous ne touchez pas aux régimes spéciaux, le gouvernement n'ayant pas souhaité ouvrir le dossier de leur réforme ?
J'approuve tout à fait l'instruction d'Edith Cresson. Entrer dans la fonction publique est un contrat à vie, une vocation indispensable dans notre société. Je ne dis pas qu'il ne faille pas l'actualiser, mais, de grâce, pas à propos de la retraite. Si on veut mettre en cause la situation générale de ceux qui servent l'Etat, qu'on en parle.

Des réformes, sûrement, mais quand, et comment ?
Il faut prendre rapidement des orientations sur ce qu'il convient de faire. Et, en même temps, aller à un rythme sage, de façon à pouvoir réajuster en permanence.
Pour les 40 ans de durée d'assurance nécessaire, nous proposons de commencer en 1996, à raison d'un trimestre supplémentaire par année. Ce n'est pas pour repousser "les décisions courageuses" mais, simplement, pour arriver en pleine charge au moment où la démographie sera difficile. On pourra le faire de façon lente -un trimestre par an-, mais avec la clause que nous avons prévue : que l'on se revoie avant et que l'on voie si c'est encore pertinent.
Pour le pilotage, il faudrait prendre des décisions tout de suite, rendre le pouvoir aux représentants des assurés ou trouver une autre formule. L'orientation adoptée, on peut prendre du temps pour la réaliser.
Quant au mode de financement, on ne va pas faire cette réallocation du mode des prélèvements obligatoires en 24 heures, ce serait un tollé général. Il faudrait la faire en trois ou quatre ans. Je crois que le gouvernement semble prêt à s'engager dans ce sens. On verra.

Propos recueillis par Monique Grima

■ LES SEPT PROPOSITIONS ■ DE LA COMMISSION COTTAVE

- *Clarifier le pilotage du régime général et responsabiliser les partenaires sociaux.*
- *Réformer le financement des avantages non contributifs qui relèvent de la solidarité nationale en faisant appel à l'impôt et, plus globalement, mettre à l'étude l'élargissement de l'assiette des prélèvements sociaux.*
- *Réaffirmer le principe de l'intangibilité de la répartition dont l'espace est défini sous la responsabilité des partenaires sociaux, tout en réfléchissant sur le concours que les systèmes de retraite peuvent apporter au développement de l'épargne longue.*
- *Poser des règles claires et pérennes d'évolution des pensions.*
- *Prolonger progressivement la durée d'assurance exigée pour ouvrir le droit à une retraite complète.*
- *Améliorer la situation des conjoints d'assurés décédés, et porter la pension de reversion de 52 à 60%.*
- *Réfléchir sur la politique des âges.*

44e CONGRES DE LA CGT

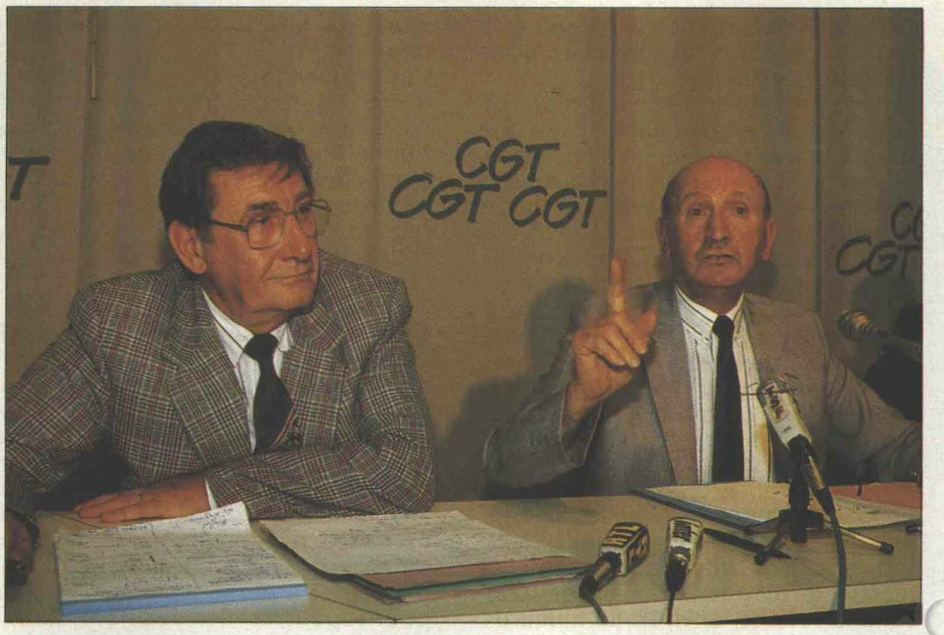
simple lifting ou vraie rénovation ?

Il était convenu de l'appeler le congrès de l'innovation, le "grand congrès du changement". Peut-être le sera-t-il. Mais le 44e congrès de la CGT, qui se déroulera du 26 au 31 janvier à Montreuil, est déjà, une fois n'est pas coutume, le congrès des incertitudes et des remous.

Une ou deux choses sont sûres : Henri Krasucki sera remplacé par Louis Viannet au poste de secrétaire général (c'était connu depuis plusieurs mois) ; Michel Warcholac, hier homme clef de l'organisation et champion toutes catégories du suivisme par rapport au PC, s'en va, la nouvelle est plus récente. Mais alors que, d'habitude, les congrès de la CGT sont ficelés longtemps à l'avance et n'apportent aucune surprise, cette fois-ci, il faudra attendre la fin, et le renouvellement des instances dirigeantes, pour voir comment le premier syndicat français a digéré la destruction du mur de Berlin et l'effondrement des régimes de l'Est.

UN CHANGEMENT NECESSAIRE

Tout le monde en est d'accord à la CGT : les modèles venus de l'Est ne pouvant plus avoir cours, la centrale ne peut pas ne pas changer. Il est difficile, en effet, pour les cégétistes, de ne pas voir, au-



▲ *Une chose est sûre, Louis Viannet remplacera Henri Krasucki au poste de secrétaire général.*

delà de l'affaiblissement du syndicalisme en général, la perte d'une moitié de leurs adhérents en dix ans. Même si ça fait mal, il faut donc tout remettre à plat. Comme les débats ont tardé, ils doivent se dérouler aujourd'hui sans filet. C'est une question de survie.

A partir de ce consensus nouveau, deux lignes s'affrontent. Pour l'une, ce sont les systèmes qui ont été dévoyés à l'Est, mais le socialisme originel, pur et dur, lui, n'est pas en cause et doit persister. Pour l'autre, les mécanismes eux-mêmes se sont effondrés, il faut donc construire autre chose. Le débat n'est pas théorique, il a, au contraire, des conséquences très concrètes sur la forme de syndicalisme qui doit être celui de la CGT. Pour les uns et les autres, les objectifs du capital et du travail restent toujours antagonistes et inconciliables. Les durs estiment qu'il est impossible de faire des compromis : la CGT doit rester un syndicat uniquement protestataire, "le" syndicat du refus. Les modernistes, en revanche, seraient prêts à accepter des compromis dans le cadre de rapports de force favorables, avec un argument de poids : sur le terrain, à l'échelon des entreprises, la CGT signe déjà presque autant d'accords que les autres syndicats, mais presque en catimini et sans aucun soutien de la centrale.

DE NOUVEAUX CLIVAGES

Le fossé entre ces deux lignes s'élargissait depuis longtemps, même s'il n'est apparu sur la place publique que depuis près d'un an. Avec un élément nouveau : la seconde, minoritaire au départ, est aujourd'hui prédominante. Les clivages ne se situent pas seulement entre communistes et non-communistes, comme c'était le cas depuis longtemps. Ils divisent aussi les communistes eux-mêmes. Un groupe rassemble les anciens bastions de la CGT : mineurs, sidérurgie,etc. Les autres groupent les fédérations du privé (l'agro-alimentaire, la santé...), les nouvelles couches de salariés, comme les techniciens et les cadres. Ceux-là demandent à s'engager davantage à l'intérieur des instances dirigeantes du syndicat et c'est à la place qu'on leur accordera que l'on verra qui a gagné : on sait déjà qu'elle sera plus grande qu'auparavant. Le renouvellement, en tout cas, sera important, mais on ne sait pas encore quel sera le nombre des membres de la commission exécutive (aujourd'hui encore de 140, il devrait avoisiner la centaine pour être plus efficace). Sept membres du bureau confédéral sortant sur seize ont décidé de ne pas se représenter. Le futur bureau de quatorze membres devrait comprendre huit communistes et six non-communistes, un de plus que l'actuel. Faute de pouvoir se prononcer à l'unanimité, le bureau confédéral présentera, par exemple, la candidature de Maïté Demons, future secrétaire générale des cadres de l'UGICT, et très ouverte aux idées modernistes, comme "l'expression dominante" de ses membres.

C'est le congrès qui tranchera -et qui tranchera vraiment, lors des débats, la salle étant appelée, fait là encore sans précédent, à s'exprimer au moyen de micros baladeurs- et lors des votes. Mais, c'est promis, le temps des anathèmes est bel et bien clos. L'heure est au dialogue, et non à l'exclusion de ceux qui ne sont pas d'accord.

M.G.

"Le monde du travail change, comment renouveler la gauche ?"

Sociologues, politologues, chercheurs... en ont débattu lors d'un colloque organisé par la Fondation Jean-Jaurès et "Rencontres communistes hebdo". Il en ressort une idée forte : la gauche doit s'adapter aux mutations du monde du travail.

Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint du PS aux élections, affirma d'emblée : "Le concept de la transformation sociale n'appartient plus uniquement à la gauche." Anne Tillay, animatrice de RCH, mit l'accent sur l'augmentation de la place des femmes dans le monde du travail. "Ce facteur se retrouve au cœur de toutes les mutations. Il apparaît comme l'élément le plus dynamique mais aussi le lieu de focalisation de quelques-unes des inégalités les plus marquantes". Jean-Noël Choppart, sociologue, insista sur l'hétérogénéité de la population erémiste. Olivier Schwartz, maître de conférences au Laboratoire d'études et de recherches sur la culture ouvrière, démontra le reflux important que connaissent les solidarités ouvrières : "L'ouvrier avait une identité autre qui s'affirmait par exemple, dans la manière dont il se baladait en bleu de travail. Aujourd'hui, la crise, la montée des technologies, et l'évolution de la vie privée font qu'être ouvrier est ressenti comme un échec. En outre, la question ouvrière a été marginalisée dans le champ politique et l'immigration est passée au premier plan. On s'occupe des immigrés en occultant les ouvriers."

Le débat s'orienta ensuite sur le syndicalisme et la citoyenneté dans l'entreprise. Il exprima une volonté du syndicalisme à s'adapter au monde du travail actuel et la nécessité de revoir la représentation des salariés dans les PME. Pour Gérard Collomb, délégué général de la Fondation Jean-Jaurès, "il y a une aspiration des salariés à pouvoir s'exprimer dans l'entreprise comme ailleurs et il faut une alliance avec la modernité pour obtenir de nouveaux gains de productivité."

La conclusion revint à Gérard Lindeperg, numéro deux du PS : "Nous avons comme objectif de transformer la société, nous devons avoir comme exigence une écoute du monde du travail. Notre avenir dépend de notre capacité à maîtriser les mutations du travail."

C.L.

DOSSIER

LE COLLEGE A LA CROISEE DES CHEMINS

Maillon faible de notre système éducatif, le collège a-t-il su définir ses missions et s'adapter à ses nouveaux publics ? Les propositions du Conseil national des programmes tentent une réponse pour relever le défi. Chronique d'une réforme annoncée.

1992 : désormais, seconde partie de la scolarité obligatoire, le collège continue à fonctionner avec les mêmes programmes et méthodes que lorsqu'il accueillait les futures élites. Flash back. En 1983, le ministre de l'Education nationale, Alain Savary, inspiré par le rapport de Louis Legrand, lance, dans l'euphorie quasi générale, la rénovation pédagogique. Objectif : répondre à l'hétérogénéité des classes, prendre en charge les élèves en difficulté. On connaît la suite. Départ du ministre, manque de moyens, transferts massifs d'enseignants pour faire face à l'afflux de jeunes en lycée. Sur le terrain, la réforme, appliquée avec passion par quelques équipes, s'enlise dans la routine de la plupart des établissements. Cinq ans auparavant, en 1977, aboutissement d'une évolution engagée vingt ans auparavant, René Haby instaurait le collège unique. "Entre 1965 et 1975, 2.354 collèges ont été bâtis, soit un par jour ouvrable pendant dix ans !" note l'historien de l'éducation Antoine Prost (1).

Simple antichambre du lycée ?

Fin des filières, tous les petits Français reçoivent jusqu'à seize ans le même enseignement. C'est là précisément que le bât blesse. Selon leur milieu d'origine, tous ne sont pas préparés à cet enseignement classique, reçu aisément par les enfants des privilégiés.
Problème de fond : "Tous les jeunes poursuivent aujourd'hui leur scolarité après la fin du collège. Il ne peut donc plus être un simple approfondissement des acquis du primaire, ni une antichambre du lycée général ou professionnel. Il a une spécificité et des objectifs propres, ceux d'une école moyenne, analyse André Legrand, directeur des lycées et collèges au ministère de l'Education nationale."
"On connaît les missions de l'école primaire, celles du lycée. Le collège, lui, n'est pas pensé en tant que structure propre", confirme Jean-Louis Derouet, sociologue à l'Institut national de recherche pédagogique. "Définir ses objectifs est un enjeu d'autant plus crucial qu'avec l'objectif des 80% de la classe d'âge au niveau bac, le collège cesse d'être une fin en soi pour devenir une préparation au lycée." Quel est donc son rôle ?

Dossier préparé par Patricia Jaffray



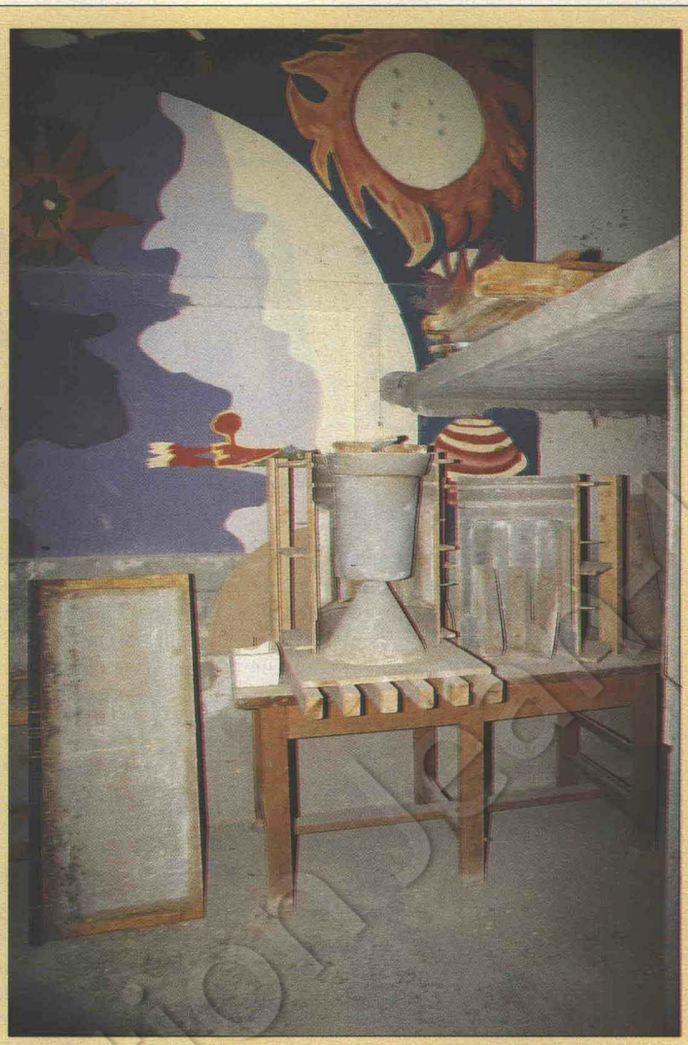
Rimbaud, Baudelaire et trois millions de collégiens

Philippe Meirieu, l'un des 22 "sages" du Conseil national des programmes, le résume ainsi : "Que le citoyen français, quelle que soit sa formation professionnelle future, ait l'intelligence des grandes questions de la vie publique. Concrètement : qu'il soit capable de lire un quotidien régional en en comprenant toutes les rubriques, économiques, politiques, culturelles, internationales." Ce qui n'exclut pas la culture classique, scientifique ou technique : "Il est important que les jeunes des Minguettes sachent que Rimbaud a vécu une révolte proche de la leur ou qu'ils aient la possibilité de se plonger dans le spleen baudelairien".

Un rôle de socialisation

Former à la citoyenneté, transmettre des savoirs et des méthodes. Si les objectifs sont connus, les moyens d'y parvenir restent complexes. Une certitude : loin de démocratiser, donner le même enseignement à tous les jeunes avec les mêmes méthodes pédagogiques creuse les écarts.

Le collège est aujourd'hui le lieu de tous les malaises et de toutes les incertitudes. "Nulle part le désarroi des enseignants n'est aussi profond", observe Jean-Louis Derouet.



"Le collège est au bord de l'explosion, diagnostique Michel Debon, au SGEN-CFDT, qui, dans son propre établissement, ressent au quotidien la montée des tensions. Le collège ne peut plus se permettre d'être une simple juxtaposition de disciplines cloisonnées. Il a un rôle de socialisation auquel les enseignants ne sont pas préparés".

La critique est unanime : " On n'a pas suffisamment mesuré ce qu'accueillir tous les enfants d'une tranche d'âge signifiait en termes de structures, de méthodes d'enseignement, de formation des professeurs", observe Hervé Baro, au SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général des collèges). "Nous avons toujours été convaincus que le tronc commun allait déboucher sur les résultats inverses de ceux espérés, rappelle Bernard Kuntz, du SNALC (Syndicat autonome des lycées et collèges, opposition). Les filières se sont reconstituées de façon occulte par le choix des langues et des établissements et les conditions de travail des élèves comme des enseignants se sont détériorées."

Peut mieux faire

Le collège a-t-il su s'adapter ? En 1990, une étude du ministère (2) concluait qu'entre le CM2 et la 5e, les enfants progressaient peu, voire régressaient : "Les taux de réussite ont augmenté en lecture et, à un degré moindre, en mathématiques pour la résolution des problèmes ; mais il n'y a pas d'amélioration en orthographe et même baisse des performances sur les opérations."

Le collège est aujourd'hui dans l'œil du cyclone. Comment passer du collège unique au collège pour tous, résoudre le casse-tête des classes hétérogènes, prendre en charge les élèves en grande difficulté (moins de 10%, selon le CNP) ? Le CNP avance les propositions suivantes : mise en place de groupements provisoires parallèles à la classe en fonction des besoins des enfants, assouplissement des emplois du temps, place importante donnée à la technologie, augmentation substantielle des horaires dans les disciplines essentielles, français notamment, aide individualisée, tutorat entre élèves, systématisation des études dirigées... Pas question en tout cas pour le CNP d'accepter le passage à un enseignement dual. L'idéal du collège unique demeure la référence. Creuset social, le collège l'est et doit le rester. Au risque, sinon, de mettre en cause les idées fondatrices de notre démocratie.

BONS ET MOINS BONS COLLEGES

Selon qu'un enfant entre dans un collège ou un autre, ses chances de réussite ne sont pas les mêmes. L'école n'est pas une simple reproduction des inégalités sociales. Les établissements jouent un rôle clef dans le devenir des enfants.

La preuve par trois collèges de la banlieue bordelaise. Soit un collège "bleu", un "blanc" et un "rouge", accueillant des élèves de milieux sociaux semblables. Dans le premier, 25% des enfants d'origine populaire parviennent en seconde et obtiennent le brevet en quatre ans, 14% dans les deux autres, soit près de deux fois moins ! Qu'est-ce qui fait la différence ? "Toutes les études concordent, un principal dynamique qui pousse les professeurs à innover et les "couvre" auprès des autorités rectorales améliore les performances de son établissement", explique Jean-Philippe Guillemet, l'un des trois sociologues participant à cette recherche (1). "Chaque fois que quelqu'un veut faire quelque chose, je lui garantis le soutien de l'administration", explique le principal du collège bleu." Second élément, "un corps professoral très soudé". PEGC, certifiés, agrégés travaillent de la même manière, essayent de progresser à la même vitesse, organisent des contrôles communs de façon à donner à tous les élèves les mêmes devoirs et à s'échanger les corrections. Signe qui ne trompe pas : plus de la moitié des profs sont depuis plus de dix ans dans l'établissement.

A l'opposé, dans le collège blanc, le principal a une conception très administrative de son rôle et refuse toute initiative qui sort de la norme. Les enseignants viennent faire leur cours et s'en vont. Chacun travaille seul dans sa classe. Intermédiaire entre les deux, le collège rouge a une direction très autoritaire qui a imposé la rénovation pédagogique. Résultat, l'équipe préfère se mobiliser dans l'espace libre des clubs et les cours restent traditionnels.

A Dijon, la sociologue Marie Duru, travaillant sur l'école primaire, souligne également le rôle décisif des enseignants : "Partis du même niveau, les élèves progressent plus ou moins selon le maître." Tout n'est donc pas joué au départ. Une conclusion encourageante à condition que la société aide un peu plus les profs à remplir le rôle décidément majeur qui est le leur.

(1) François Dubet, Olivier Cousin, Jean-Philippe Guillemet, "Mobilisation des établissements et performances scolaires", in "Revue française de sociologie", 1989.

(1) "Education, société et politiques", Seuil, à paraître en février.
(2) Anne Servant, "Apprentissages fondamentaux en fin de 5e", in "Education et formations", juillet-septembre 1990.

VOUS AVEZ DIT MALAISE ?

Perchés sur des escabeaux, deux peintres rafraîchissent une salle de classe à grands coups de pinceau. Il ne sera pas dit que ce collège lyonnais, construit il y a plus de vingt ans, laisse ses murs se délabrer et ses peintures s'écailler ! Le collège Charcot souffre d'une mauvaise réputation. "Le niveau n'est pas bon. La plupart des élèves de Charcot sont orientés en fin de troisième", affirme, sûre d'elle, une mère d'élève qui a inscrit son fils dans un collège privé voisin. Idée fausse démentie par les chiffres : plus de 60% des élèves de Charcot poursuivent leurs études dans l'enseignement général à l'issue de la troisième.

Ces résultats tout à fait honorables ne convainquent cependant ni les parents... ni même les profs ! "En dix ans, j'ai assisté à une baisse insidieuse du niveau", affirme cette prof d'anglais, visiblement désabusée. "Il faut reconnaître que nous ne pouvons plus avoir les mêmes exigences envers nos élèves depuis quelques années. Nous avons même une nette tendance à les surnoter. On ne peut tout de même pas accumuler les 1 ou les 2 sur des copies qui ne valent rien...", s'exclame un prof d'histoire-géo. Au milieu du brouhaha de la salle des profs, la bonne parole d'une prof de français fait alors l'unanimité : "Le noyau de bons élèves dans chaque classe se réduit d'année en année. Puisque, désormais, tout le monde arrive en sixième, on a quand même voulu conserver quelques classes de prestige pour tenter de séduire les parents. Conclusion : les bons élèves, au lieu d'être répartis, sont réunis dans une seule classe et les plus faibles se retrouvent tous ensemble. On est alors face à des classes sur lesquelles on n'a aucune prise. On se demande même si certains élèves ont jamais été scolarisés !"

Le même bagage pour tous

Une critique que réfute Danièle Cnockaert, principale du collège depuis le début de l'année scolaire. "J'ai toujours joué le jeu du collège unique. Il me paraît impensable de revenir sur cet acquis. Un bagage minimal, le même pour tous, jusqu'en troisième, est une nécessité vitale. Pourtant, on ne peut continuer à ralentir des élèves spécialement doués sous prétexte que d'autres sont plus lents. Il faut trouver une solution..." A Charcot, on a tout essayé : groupes de niveau, soutien scolaire, travail par demi-groupe, etc. Des expériences qui exigent du temps et, surtout, un engagement énorme des profs. Aujourd'hui, ils ont en marre. "C'est du bénévolat. Dans une société où le fric est roi, je ne vois pourquoi on continuerait à travailler gratuitement. Sans moyens supplémentaires, il est impossible de gérer ces classes hétérogènes", explose le prof d'histoire-géo. "Il faudrait des groupes de remise à niveau avec un petit nombre d'élèves. Qu'on nous donne les moyens, et on foncera !" Une fois le robinet des revendications ouvert, il devient bien difficile de le refermer... "On aurait besoin de formation continue. Mais si on part en stage, notre classe reste sans remplaçant. Alors, on ne le demande pas." Car les profs ont besoin d'armes neuves devant des élèves qui n'hésitent plus à mettre en cause l'institution. A seize ou dix-sept ans en troisième, certains n'ont plus grand- chose à perdre... "Nous sommes leur défouloir, leur dernier rempart face à une société qui les rejette. Il faut être solide pour encaisser ce qu'on encaisse ! Au lycée, les profs ont de plus gros effectifs. Mais, côté discipline, ils n'ont pas les mêmes difficultés." Quand la moitié du cours se passe en discussions, affrontements verbaux, répimandes pour devoirs non rendus, la fonction d'enseignement se réduit comme une peau de chagrin. "Il y a encore cinq ans, on venait pour faire un cours. Actuellement, il faut aussi gérer les difficultés de gosses livrés à eux-mêmes, tiraillés entre des parents divorcés, absents ou accaparés par leur profession. Nous ne sommes pas préparés à cela", constate avec regret Danièle Cnockaert.

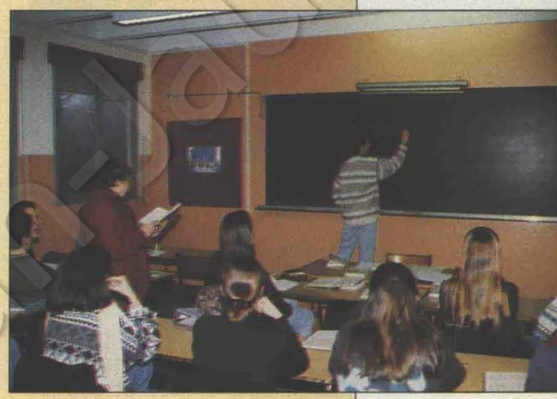
Un défi lancé

Enseigner autrement pour s'adapter à ce nouveau public, peut-être avec d'autres mots, peut-être sur des contenus différents : voilà le défi qui est lancé au collège. Pour les profs et la principale de Charcot, cela ne se fera pas sans beaucoup de bonne volonté mais... surtout pas sans argent ! De plus en plus souvent, les municipalités ou les régions mettent la main à la poche pour financer des heures de soutien ou des études surveillées. Danièle Cnockaert a profité de cette manne dans le précédent collège où elle était en poste : "Je ne suis pas contre... mais je préférerais quand même que cela vienne de l'Education nationale."

Isabelle Gravillon

A LIRE

- ANTOINE PROST, *"Education, société et politiques"*, SEUIL, à paraître en février 1992.
- ROBERT BALLION, *"La Bonne Ecole"*, HATIER, 1991.
- BAUDELOT ET ESTABLET, *"Le Niveau monte"*, 1989, et *"Allez les filles"*, SEUIL, 1992.
- LOUIS LEGRAND, *"Pour un collège démocratique"*, LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, 1983.
- CATHERINE BEDARIDA, *"L'Ecole qui décolle"*, SEUIL, 1991.



A LA RICAMARIE, DES COLLEGIENS AUTONOMES

Expérimental de 1978 à 1980, le collège de La Ricamarie, près de Saint-Etienne, est perçu, aujourd'hui encore, comme l'endroit où l'on innove.

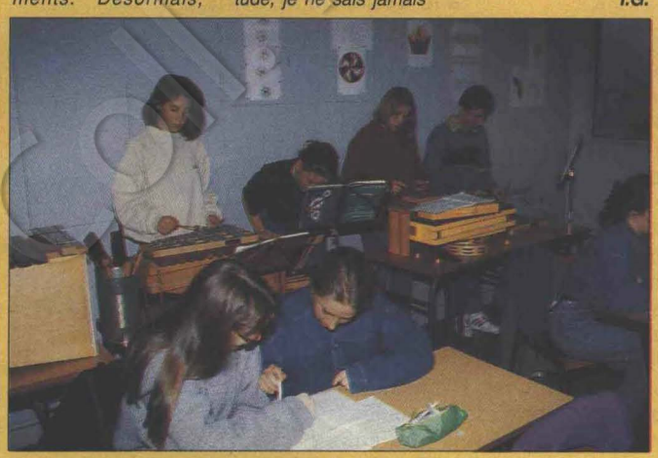


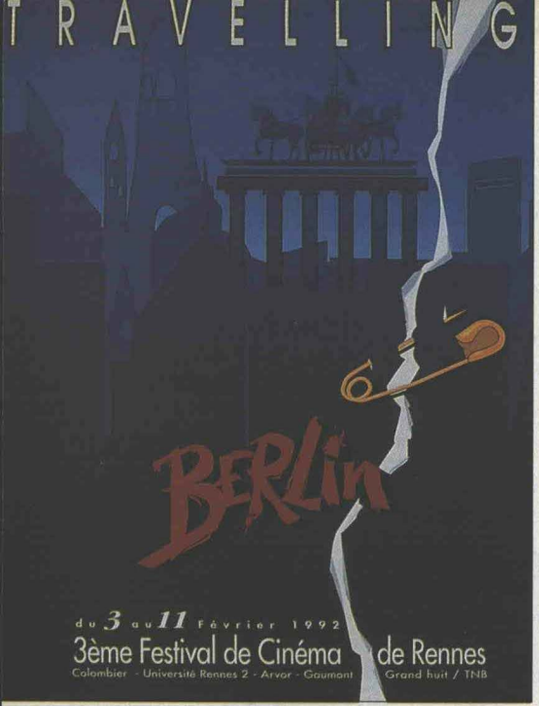
Avec le projet "mini-mémoire" lancé cette année par le principal et un groupe de trois professeurs, le collège n'a pas failli à sa réputation ! D'ici à la fin de l'année, et en plus des heures de cours, les élèves de troisième devront rédiger une quarantaine de pages, sur un sujet de leur choix. Travail qu'ils présenteront par oral devant un jury d'adultes et dont la note sera prise en compte dans le contrôle continu du brevet des collèges. Une petite révolution : "Les professeurs de seconde se plaignent de voir arriver des élèves qui manquent d'autonomie, ne savent pas travailler seuls, prendre des notes, s'exprimer à l'oral ou chercher des documents. Désormais, ils devraient être mieux armés pour la seconde", explique Frédéric Serre, prof de français.

"Le suivi des élèves est très lourd. Au début, on a été tentés de ne mener ce projet qu'avec de bons élèves pour alléger la tâche. Finalement, on a décidé de donner leur chance au maximum d'enfants, sans considération de niveau." Ceux-ci semblent plutôt emballés par cette nouvelle façon de travailler. Comme Gérald qui consacre son mémoire au nucléaire. "D'habitude, je ne sais jamais comment travailler, quoi approfondir. Là, j'ai un but. Cela me donne beaucoup de travail mais je suis content. J'ai écrit à des organismes et maintenant, j'attends les réponses avec impatience !"

Rencontres avec les élèves, recherches bibliographiques, concertation avec les autres profs, élaboration de fiches de méthode, les tuteurs consacrent de nombreuses heures à cette expérience. Une partie sera payée, quant au reste... "Je sais que cela affole certains collègues. Moi, je ne me demande pas si cela me prendra du temps ou si je serai à la hauteur, je fonce !", s'exclame Frédéric Serre.

I.G.





• TRAVELLING BERLIN •

Rennes, du 3 au 11 février

Rennes accueille une capitale européenne du cinéma.
A l'heure où Berlin se prépare à devenir la capitale de l'Allemagne unifiée et que les studios qui ont vu naître "Metropolis" et "L'Ange Bleu" meurent lentement, le moment est venu de se plonger dans l'histoire de cette cité à travers son héritage cinématographique.
Huit films pour cette symphonie berlinoise qui vous permettront de suivre les errances urbaines de Bruno Ganz, de "La Ville blanche" aux "Ailes du désir".
Souhaitons le meilleur succès à cette troisième édition d'un festival qui accueillait 12.000 spectateurs en février 1991.

Clair-Obscur et "Vendredi" offrent 20 invitations pour deux personnes sur l'ensemble de la programmation.

CETTE PAGE CLUB EST A VOUS

Que se passe-t-il chez vous ? Faites connaître ici vos spectacles et manifestations, vos produits, vos coups de cœur.

Pour obtenir les places
☎ *45.56.78.56 / 78.57*

Pour connaître les programmes
- *La Comédie de Paris* ☎ *42.81.00.11*
- *Travelling Berlin* ☎ *99.33.51.76*
- *Le théâtre de Châtillon* ☎ *46.51.54.00*
- *Cinéma Les Alizés* ☎ *78.41.05.55*

De Berlin à Madrid... en passant par Lyon. Embarquement immédiat.

• FEMMES EN IMAGES, • FEMMES EN MOUVEMENTS

Bron (69), cinéma Les Alizés, le 1er février de 20 h 30 à l'aube

Quatre films au programme de cette nuit du cinéma, organisée par l'association Les Amis du cinéma et le Collectif du 8 mars :
- "Talons aiguilles"
- "La Chambre de mariage"
- "La Fille aux allumettes"
- "Thelma et Louise".



Cinéphiles lyonnais, la nuit est à vous !

Le cinéma Les Alizés et "Vendredi" offrent 25 places gratuites à nos abonnés.

• MADEMOISELLE ROSE • ou le langage des fleurs de Federico Garcia Lorca

Théâtre de Châtillon, du 23 janvier au 15 février

Tout change, tout vieillit autour de Rose, les enfants naissent, les voitures et les tramways circulent dans les villes, les klaxons retentissent ; seule, Rose, intacte, reste immobile. Rose, sur qui le temps n'a laissé aucune trace, représente le point par lequel on évalue la vieille Espagne, archaïque et figée, et sa relation avec l'arrivée du modernisme. Dans cette course à la conquête du XXe siècle, l'Espagne résiste, elle préfère se consacrer aux roses et aux jardins...

Mise en scène : Michel Cerda.

6 invitations pour deux personnes les 30 janvier, 3 et 4 février.

NE L'OUBLIEZ PAS : L'ABONNEMENT 1992 A "VENDREDI" EST A 260 F



Bulletin d'abonnement

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs

❑ ***C'est décidé, je m'abonne !***

Ci-joint paiement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"
- ☐ Abonnement(s) à 260 F (400 F DOM-TOM / CEE / 600 F autres pays)
- ☐ Abonnement(s) de soutien à ..... F
  Soit au total : ..... F

❑ ***Veuillez abonner de ma part***

Pour deux abonnements offerts, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre un "pin's" (dans la limite des stocks disponibles). Et vous devenez membre du Club.

10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07

Merci de penser à joindre votre bande adresse et le montant des abonnements

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

▼ 1 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

▼ 2 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

• GRAND'PEUR ET MISERE... DU IIIe REICH • ou la vie privée de la race supérieure de Bertolt Brecht

à la Comédie de Paris



"Grand'peur et Misère du IIIe Reich", ensemble de saynètes écrites par Brecht entre 1935 et 1938 d'après les coupures de journaux, est un tableau de la vie quotidienne en Allemagne depuis la prise du pouvoir par Hitler. Un témoignage du bouleversement d'un pays livré à la lente construction d'une société fasciste. La pièce de Brecht n'est pas une chronique historique. Elle est comme un vaccin à l'usage des sociétés futures. Elle montre qu'une société n'est pas seulement fasciste, mais de plus en plus fasciste ! Alors, un "Brecht's folies" ? ... Pourquoi pas ? Si le rire du spectateur est la première étape de la prise de conscience.

Texte français : M. Regnaut et A. Steiger.

Mise en scène : J.-F. Prevand.

4 invitations pour deux personnes les 4 et 6 février.

l'Europe, Maastricht et la défense nucléaire

"Est-il possible de concevoir une doctrine nucléaire européenne ? Cette question deviendra très vite une des questions majeures de la construction d'une défense européenne commune." Ce propos du président de la République lors des rencontres nationales pour l'Europe suscite de nombreuses interrogations : la France changerait-elle sa doctrine nucléaire ? Mettrait-elle son arsenal stratégique dans la corbeille de la construction européenne ?



François Mitterrand a voulu ouvrir le débat et une perspective et non pas annoncer une modification radicale de la situation existante. Pierre Joxe déclarait, le 19 janvier, que s'il était évident que la question était posée, il était aussi évident qu'elle n'aboutirait pas avant longtemps. Mais, à terme, des évolutions significatives sont possibles.

A l'heure actuelle, seuls deux pays de la CEE, la France et la Grande-Bretagne, ont une force nucléaire. Les autres pays dépendent de la protection nucléaire des Etats-Unis, certains d'entre eux ayant des armes atomiques américaines stationnées sur leur sol.

La France s'est dotée d'une force nucléaire parce qu'elle pensait qu'à partir du moment où le territoire américain était à la portée des fusées soviétiques, la garantie de Washington n'était plus crédible pour les Européens.

On estimait que le risque nucléaire ne se partegeait pas, et que l'arme suprême ne pouvait de façon crédible ne protéger que le pays la possédant en propre. Aussi, la France ne s'engageait-t-elle pas à mettre sa force stratégique (au demeurant de taille modeste, comparée à celle des superpuissances) au service de ses voisins et alliés.

La force stratégique française selon la doctrine établie, protégeait le sanctuaire national (c'est-à-dire l'hexagone) et nos intérêts vitaux. Ces derniers ont une définition politique plus large que le seul sanctuaire, mais n'ont jamais été définis, pour laisser planer le maximum d'incertitude sur l'adversaire éventuel.

Si l'URSS avait attaqué l'Allemagne, la France aura-t-elle fait jouer sa garantie ? La réponse n'a jamais été donnée clairement. Moscou pouvait craindre que oui, mais Bonn n'était pas pleinement rassuré. Or, si le risque nucléaire ne se partage pas, il était indéniable que la France n'était pas dans la même position que les Etats-Unis. Le Rhin est moins large que l'Atlantique, et la solidarité de facto était plus forte. Mais les Européens réclamaient parfois un engagement plus net de la part de la France. Gérard Fuchs, secrétaire international du PS, est, pour sa part, clairement partisan de l'élargissement de la sanctuarisation aux frontières de la CEE.

Le président de la République, par son intervention, laisse entendre que c'est à terme envisageable. S'il n'est pas question de transférer la propriété des armes nucléaires à la CEE (une autorité et une seule peut prendre la décision, et l'Europe n'est pas un Etat doté d'un exécutif unique), on peut penser qu'à terme la solidarité politique européenne sera telle qu'automatiquement les armes nucléaires existantes garantiront explicitement la sécurité de tous. Mais, dans un premier temps, on peut d'ores et déjà envisager une production en commun de missiles avec la Grande-Bretagne.

Alors qu'après Maastricht, l'Europe de la défense devient un peu plus une réalité, il faut dès maintenant réfléchir à sa composante nucléaire, celle-ci devant demeurer l'ultima ratio d'un outil de la défense.

Pascal Boniface

---

la crise en Algérie et la France

Une nouvelle fois, le malaise s'installe entre Paris et Alger. Analyse de Michel Vauzelle, président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Les événements d'Algérie suscitent, en France, des analyses différentes. Soulagement pour les uns, coup d'arrêt porté à la démocratie pour les autres...

Michel Vauzelle. Je crois qu'il faut considérer avec beaucoup de respect la marche vers la démocratie de l'Algérie et celle du peuple algérien, qui a su conquérir son indépendance. C'est ce qui explique que, d'une façon générale, et au-delà de la langue de bois, les responsables français aient réagi avec une grande prudence. Il faut savoir aussi qu'en Afrique, comme au Maghreb, le processus de démocratisation est lent et que l'adaptation de nos critères à ceux de ces pays prend plus ou moins de temps.

Enfin, il existe une solidarité de fait entre les peuples des deux rives de la Méditerranée. Tout ce qui se passe en Algérie nous concerne car les populations sont voisines mais aussi mêlées en raison de leur histoire, ce qui aurait dû entraîner un développement commun en matière économique et culturelle.

Précisément, la coopération économique entre la France et l'Algérie ne semble pas avoir été suffisante pour endiguer le développement du FIS.
Effectivement. La France a rencontré beaucoup de difficultés, en raison de la conjoncture politique propre à l'Europe, à faire prendre conscience de la nécessité de développer la solidarité et le dialogue entre la Communauté européenne et le Maghreb. Et plus encore à expliquer qu'on ne peut construire une Europe démocratique sans suivre avec attention ce qui se passe au Maghreb. C'est ce que j'ai essayé de faire dans le cadre du groupe parlementaire européen-maghrébin que j'ai constitué récemment.



La presse algérienne a vivement critiqué la position de la France et le nouveau pouvoir a rappelé son ambassadeur...
On doit respecter le peuple algérien, encore à vif à l'égard de l'ancienne puissance coloniale et tenir compte des rapports souvent passionnels entre les deux pays. La France doit être compréhensive. En dire trop peut être interprété comme une ingérence dans les affaires intérieures. Ne pas en dire assez peut être pris pour de l'indifférence... Il est donc très difficile de manifester notre sentiment sans qu'il apparaissse comme une volonté d'imposer la voie à suivre.

Quels peuvent être les rapports entre les deux pays dans l'avenir ?
Il faut faire confiance aux Algériens. Malgré notre histoire commune, en France, on connaît mal l'Algérie. Il faut respecter le rythme d'évolution que les Algériens souhaitent. Et, quel que soit le régime en place, il est indispensable de développer la coopération en matière de formation, de transfert de technologie, de culture... Aujourd'hui, dans une période difficile, rien ne serait pire qu'un malentendu ou une rupture de dialogue. Notre avenir passe en effet au moins autant par l'Algérie, le Maroc et la Tunisie que par l'Allemagne et l'ex-URSS. De plus, n'oublions pas que toute montée de l'intolérance et de l'intégrisme en Algérie est une prime donnée à l'extrême droite en France.

Propos recueillis par G.T.

◀ *"Il faut considérer avec beaucoup de respect la marche du peuple algérien vers la démocratie" (Miliana, décembre 1991).*

ET SADDAM HUSSEIN ?

la guerre du Golfe, un an après

16 janvier 1991. Six mois après la crise ouverte par l'invasion du Koweït par l'Irak, les alliés déclenchaient une offensive militaire, autorisée par les Nations Unies. L'entêtement tragique du dictateur de Bagdad avait rendu l'affrontement inévitable. Aujourd'hui, où en sont les Irakiens ?

Certains contestèrent. Mais l'opinion internationale approuva massivement. Des chefs d'Etat, -François Mitterrand et George Bush notamment-, atteignirent des cotes de popularité qu'ils ne devaient plus connaître par la suite. La force émotionnelle d'un conflit hypermédiatisé -paradoxalement sans image- fit naître dans l'inconscient collectif ébranlé par la fin de Yalta l'espoir de l'émergence d'un nouvel ordre du monde fondé sur le respect du droit et le renforcement des Nations Unies.
Mais l'histoire ne se plie pas toujours aux rêves immédiats des hommes. Le Conseil de sécurité n'avait d'ailleurs assigné à cette guerre qu'un objectif précis : libérer le Koweït. Cet objectif atteint, Saddam Hussein vaincu, la guerre devait s'arrêter. Elle s'arrêta. Pouvait-elle, comme par magie, changer le monde et maîtriser ses passions, ses conflits et ses folies ? Fut-elle, pour autant, inutile ?

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BRE

■ Elections anticipées en Israël.
Après la démission de deux ministres d'extrême droite hostiles au processus de paix, le premier ministre Yitzhak Shamir a perdu sa majorité parlementaire.
Des élections, réclamées par les travaillistes, devaient se dérouler dans les prochains mois. Ou avant si, le 27, la censure demandée par les travaillistes, contre le chômage, est votée.
Yitzhak Shamir, qui se veut à la fois "l'homme du grand Israël" et le "faiseur de paix" affirme que les négociations israélo-arabes ne seront pas mises en cause par les élections.

■ **La démocratie se confirme en Bulgarie avec l'élection, le 19 janvier, de Jeliou Jelev (52,8% des voix). Candidat de l'Union des forces démocratiques, le président Jelev symbolise la résistance au totalitarisme et le passage pacifique à la démocratie.**

■ Les travaillistes en tête sept fois sur onze, dans les sondages, en Grande-Bretagne, à quelques mois des élections législatives.
Le Labour Party affirme ne pas avoir encore joué les atouts que constituent, pour lui, les questions de santé, d'éducation ou de poll tax.

■ **Plusieurs centaines de Birmans de la minorité musulmane des Rotingyas sont morts asphyxiés dans des camps de concentration surpeuplés ouverts par la junte militaire de Rangoon, près de la frontière du Bangladesh.**

■ Congo : après le coup de force de l'armée contre le gouvernement de transition, issu de la Conférence nationale, et dirigé par André Milongo, une manifestation -qui a fait cinq morts- a eu lieu à Brazzaville, pour soutenir l'action du premier ministre, qui refuse de céder aux militaires.

■ **Même épreuve de force au Zaïre, le 21 janvier, entre pouvoir et opposition, après la suspension par le premier ministre des travaux de la conférence nationale.**

■ Les présidents des commissions des affaires étrangères des parlements d'Amérique latine et de la CE ont été réunis à Paris, du 21 au 23 janvier, par Michel Vauzelle.
Objectif : renforcer les liens économiques et culturels entre les deux continents.

■ **L'Azerbaïdjan a formulé officiellement sa demande d'adhésion à l'ONU.**

■ Proche-Orient : les négociations sur la paix progressent. Une réunion préparatoire aux négociations multilatérales sur les problèmes régionaux se tiendra à Moscou, les 28 et 29. 26 délégations ont été invitées.



A l'évidence, non, même si le bilan, un an après, peut être nuancé. Le Koweït a été libéré, mais sa démocratisation, souhaitée par François Mitterrand, se fait attendre. Même si le Quai d'Orsay, estime avoir obtenu de la part des autorités koweïtiennes l'assurance d'élections à la fin de 1992. Le maintien de Saddam Hussein au pouvoir heurte plus encore, quand on sait le sort qu'il réserve aux Kurdes, aux chiites et à la population irakienne dans son ensemble, mise en coupe réglée, et sur laquelle pésent dramatiquement le blocus et les sanctions.
Les résolutions 706 et 712, adoptées en août par le Conseil de sécurité, qui permettent à l'Irak de reprendre en partie ses exportations de pétrole, ne sont pas appliquées. Bagdad refuse en effet d'utiliser les revenus dégagés à l'approvisionnement en denrées alimentaires, et ce, sous contrôle onusien.
Saddam Hussein sort cependant affaibli de la guerre, qu'il reconnaît avoir perdue. Des fissures s'approfondissent au sein même cette dictature de fer. Les rumeurs de tentatives de coup d'Etat, voire d'assassinat, circulent à nouveau. L'ancien ambassadeur d'Irak à Madrid a fait récemment état de la constitution d'un mouvement clandestin au sein du parti au pouvoir, le Baas, pour renverser le maître de Bagdad. Le 13 janvier, l'ambassadeur irakien à La Haye démissionnait, accusant Saddam Hussein de conduire son pays à l'effondrement. De son côté, l'Arabie Saoudite presse l'administration américaine d'armer l'opposition irakienne pour en finir avec son encombrant voisin. L'opposition kurde tente actuellement de surmonter ses divisions en décidant de suspendre les négociations sur le statut du Kurdistan. Autant d'éléments concordants qui permettent de s'interroger sur l'avenir politique du président irakien. L'histoire récente nous apprend que les pires dictatures ont heureusement une fin.
Mais l'un des acquis majeurs de la guerre du Golfe réside peut-être dans le coup d'arrêt -définitif ?- mis par la communauté internationale au développement de l'armement militaire nucléaire, dont l'état d'avancement, l'ampleur des ambitions et la sophistication, lourds de menaces, ont été largement sous-estimés.
Il est clair, enfin, que la conférence de Madrid et les négociations de paix israélo-arabes en découlent, comme un choc en retour salutaire.

Ghislaine Toutain

fin de la guerre au Salvador

Le 16 janvier, le gouvernement salvadorien et le FMLN ont signé un accord qui met fin à douze ans de guerre civile dans ce petit pays d'Amérique centrale.

Cet accord est le résultat de nombreuses négociations qui se sont déroulées au cours de l'année 1991. Négociations difficiles, qui ont abouti, grâce à la capacité de médiation de Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et à la pression internationale principalement des Etats-Unis, du Mexique, du Venezuela. En effet, la nouvelle donne internationale interdisait la prolongation d'un conflit vécu comme un avatar de la confrontation Est-Ouest.
Conscient qu'une victoire militaire était impossible, la guérilla du FMLN a joué à fond la carte de la négociation. Le président Cristiani s'est résolu à un accord malgré l'hostilité d'une partie importante de l'Arena -son parti- et d'une fraction de l'état-major favorable à la poursuite de la guerre. L'accord prévoit un cessez-le-feu le 1er février et, dans le même temps, un désarmement progressif du FMLN et une réduction drastique des forces armées.
Les risques de déstabilisation ne sont pas à écarter de la part des secteurs d'extrême droite. L'ONU enverra un contingent de soldats pour superviser l'application effective des accords.

Luc Brouard

l'allocation de soutien familial

Accordée par la Caisse d'allocations familiales, elle permet d'apporter une aide à celui qui assume seul la charge d'un enfant.



Toute personne physique, vivant seule, quelle que soit sa nationalité, et résidant en France, peut bénéficier de l'allocation de soutien familial (ALS) en faveur de l'enfant dont elle a la charge. L'autre parent peut être décédé, ne pas avoir reconnu l'enfant ou tout simplement l'avoir abandonné.
Peuvent l'obtenir également une personne isolée ou un couple qui recueille à son foyer un enfant dont les parents sont décédés. L'enfant peut aussi ne pas avoir été reconnu par ses parents ou être abandonné. L'allocation de soutien familial se substitue à l'allocation d'orphelin. Aucune condition de ressources n'est exigée pour obtenir l'ALS.

DEMARCHES

Il suffit de demander à la CAF un formulaire d'allocation de soutien familial et de fournir les pièces justificatives de la situation de l'enfant (fiche familiale d'état civil faisant état de la filiation, du décès du ou des parents...)
• Dans le cas précis où l'enfant a été abandonné par l'autre parent qui se soustrait à son obligation d'entretien, le parent qui se charge de l'enfant doit accomplir certaines démarches.
• S'il n'est en possession d'aucun jugement, il doit engager une action en justice pour fixer une pension alimentaire.
• S'il ne veut pas divorcer, il peut demander une contribution aux charges du mariage en s'adressant au tribunal d'instance ou de grande instance de son domicile.
• S'il s'agit d'un enfant naturel, il faut s'adresser à un huissier pour la demande de fixation de pension alimentaire.
• S'il le jugement ne fixe pas de pension alimentaire, le parent peut engager une action en révision de jugement dès lors qu'un élément nouveau intervient dans sa situation ou dans celle de l'autre parent.
• L'ALS peut aussi être accordée en cas de non-paiement d'une pension alimentaire ordonnée par décision de justice (possible dès que la pension n'est plus versée depuis au moins deux mois consécutifs).
L'ALS est attribuée à titre d'avance. Dans ce cas, c'est la Caisse d'allocations familiales qui se charge d'effectuer les démarches pour recouvrer la dette auprès du parent qui ne s'acquitte pas de son obligation. L'ALS cesse d'être versée dès que le parent débiteur paie à nouveau la pension alimentaire.
• Si l'autre parent est dans l'impossibilité de subvenir aux besoins de l'enfant, il faut prendre contact directement avec la Caisse d'allocations familiales.
• La personne ou le couple qui recueille un enfant doit accomplir les mêmes démarches dès lors qu'ils ne reçoivent pas de pension alimentaire du ou des parents de cet enfant.

DUREE

Elle est versée aussi longtemps que les allocations familiales. Mais si le bénéficiaire se remarie ou vit maritalement, l'ALS est supprimée.

MONTANT

L'ALS est accordée mensuellement pour chaque enfant.
Son montant équivaut à :
• 22,50% de la base mensuelle de calcul des prestations familiales s'il s'agit d'un enfant orphelin de père ou de mère ou dont la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul parent, ou abandonné par un des parents ;
• 30% de la base mensuelle s'il s'agit d'un enfant orphelin de père et de mère, ou sans filiation ou abandonné par ses deux parents.
Depuis le 1er janvier 1992, le montant est de 436 F par mois, par enfant, si le parent l'élève seul, et 582 F par mois si l'enfant est recueilli.
L'ASF et incessible et insaisissable.

Chrystie Lipani

Pour en savoir plus, s'adresser à la Caisse d'allocations familiales.

... EN BREF...

■ **Une carte grise infalsifiable sera mise en circulation à partir du mois d'avril.**

■ 36.14 CONSOM, "infoprix neige". Informations pratiques sur 80 stations françaises de ski.

■ **Différents guides fiscaux 1992 ("50 millions de consommateurs", "VO impôts," "La Vie française"...) sont déjà dans les kiosques.**

■ Trier les détritus recyclables : plus de huit Français sur dix y seraient favorables.
70% iraient même jusqu'à faire un don déductible des impôts pour protéger l'environnement.
Sondage Idéal télématique / Fondation de France.

☎ 45 56 78 57 **PETITES ANNONCES** ☎ 45 56 78 57

12901

GUYANCOURT

VIVRE L'AVENIR

La Ville de GUYANCOURT

▼ *recrute* ▼

son CHARGE DE MISSION

pour le 8ème FESTIVAL D'HISTOIRE DE FRANCE (novembre 1992)

- L'histoire compte parmi vos passions
- Vous avez des capacités d'organisation, de conception et de mise en scène
- Vous avez le sens du travail avec les partenaires culturels

Poste à pourvoir immédiatement

Rémunération mensuelle nette : 8.000 F + prime de fin d'année
Contrat jusqu'au 31 décembre 1992

Adresser lettre de motivation, C.V. et photo à :
Monsieur le Maire
Festival d'Histoire de France
Hôtel de Ville, rue A.-Croizat
78285 GUYANCOURT cedex

12902

La Ville d'HEROUVILLE-SAINT-CLAIR

recherche

son DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

pour prendre la responsabilité de la Direction de la Communication (14 personnes, 3 services : communication, accueil, communication interne et documentation)

- Chargé de la mise en œuvre de la politique d'information et de communication de la ville et de la responsabilité de gestion de l'ensemble des supports d'information et de promotion (journal municipal, réseau d'affichage, journaux lumineux, vidéographie, édition, expos...).
- Une formation supérieure en communication et une expérience de quelques années dans le domaine lui ont permis d'acquérir une bonne maîtrise des techniques de communication et de connaître le secteur des collectivités locales.

RECRUTEMENT URGENT

Salaire brut annuel : 155.000 F

Adresser candidature à :
Monsieur le Maire,
Direction des Ressources Humaines,
BP 9, 14200
HEROUVILLE-SAINT-CLAIR cedex

12903

▼ *COMMUNICATION* ▼

Isabelle Minc et Jean-Luc Meslay
COMMUNICATION
Ingénierie culturelle, relations publiques, presse
recherchent élus, collectivités, pour collaboration
Contact 39 rue Gazan,75014 PARIS
☎. 45.88.09.78 - Fax 45.89.12.97

12904 - H. 54 ans, bras droit PDG, juriste ayant redressé PME, connais. comptabilité, gest. ress. humaines, exp., réf., exonéré charges soc., libre de suite, ch. emploi, ttes régions - ☎. 67.93.41.20 (ap. 18h).

12905 - JH 28 ans, métis antillais, réf., 10 ans exp. chef de rang, directeur restaurant, exonéré charges soc., libre de suite, ch. emploi, logé, ttes régions - ☎. 67.93.41.20 (ap. 18h).

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

17 janvier
L'histoire a parfois de curieux retournements. Voici donc Mohamed Boudiaf, l'un des tout premiers chefs historiques de la révolution algérienne, le seul qui n'ait joué aucun rôle depuis l'indépendance de son pays, passant d'un coup de la situation de proscrit à celle d'une sorte de chef d'Etat qu'aucun suffrage, il est vrai, n'a jusqu'ici légitimé. Le choix de Boudiaf par ceux qui détiennent aujourd'hui à Alger le pouvoir de fait s'explique aisément : il a, à leurs yeux, le double mérite d'assurer une continuité historique sans avoir jamais été mêlé -hormis son affrontement avec Ben Bella en 1962, rapidement suivi de son exil au Maroc- aux luttes internes qui ont déchiré le FLN depuis trente ans. Mais, précisément, que représente-t-il pour les moins de trente ans, qui constituent aujourd'hui les trois quarts de la population algérienne ? Au sein du Haut Comité d'Etat qu'il préside il est, certes, entouré d'hommes respectables et représentatifs des différents secteurs de la société algérienne. Mais il s'agit de toute évidence d'une construction artificielle qui peut seulement permettre une transition à condition qu'elle soit de courte durée. Faute de quoi, la tension actuelle risque fort de déboucher sur un engrenage de violence et de répression qu'on ne souhaite pas à l'Algérie.

19 janvier
J'entends Christine Ockrent, à France-Inter, dresser un portrait élogieux d'Huguette Bouchardeau, dont elle trouve "rafraîchissante" (!) la candidature à la présidence de l'Assemblée nationale, et reprendre à son compte l'idée que celle d'Henri Emmanuelli serait une provocation. En quoi le fait que notre camarade est le trésorier du Parti socialiste depuis 1988 permettrait-il de jeter l'opprobre sur lui ? Si provocation il y a, ne vient-elle pas du juge qui a cru bon de passer sept heures mardi dernier au siège du PS pour assurer une dramatisation médiatique -les caméras agglutinées devant la porte de la rue de Solferino en direct aux journaux de 20 h !- à une perquisition qui ne lui a rien appris ? Comme le dit Laurent Fabius ce soir, à" 7 sur 7", c'est bien en agissant ainsi qu'on risque de mettre en cause la liberté.

20 janvier
La question est toujours la même : faut-il contrer Le Pen publiquement ou vaut-il mieux, comme le suggère Raymond Barre, le traiter par "l'indifférence et le mépris" ? L'argument suivant lequel toute publicité faite au chef du Front national le sert ne me paraît plus de mise. Hélas, le mal est fait ! Et les médias qui, depuis des années, n'ont cessé d'assurer sa promotion -la semaine dernière encore à "L'Heure de vérité"- devraient enfin s'interroger sur leur propre responsabilité. Dès lors, il serait grave de ne pas réagir lorsque Le Pen, à la manière des ligues des années 30, réduit le débat à l'injure et à la diffamation. D'autant que les origines de sa fortune et les manipulations financières du Front national révélées récemment par la Commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis, ne le qualifient pas particulièrement pour se poser en professeur de vertu. Edith Cresson a donc eu raison de contre-attaquer au nom du gouvernement accusé d'être "un ramassis de voleurs, de racketteurs et de gangsters". Face à de telles outrances, on pourrait espérer que l'indignation soit unanime chez les démocrates de ce pays. Ce n'est malheureusement pas le cas. "L'Humanité" ne voit dans la plainte en justice du premier ministre qu'une "manœuvre politicienne", tandis qu'à droite, on entend surtout des excités comme Philippe de Villiers ou François d'Aubert, lequel considère que l'initiative d'Edith Cresson est "une sorte d'atteinte à la liberté d'expression". Peut-on mieux faire le jeu de Le Pen ?

VIRGIL TANASE

L'âme slave

L'homo sovieticus disparu, nous voilà en face (ou à côté, si vous préférez) d'un peuple russe dont l'âme nous est, depuis toujours, mystérieuse. Ses manifestations excessives (en comparaison avec les nôtres) : une adoration exaltée poussée, dans l'amour, jusqu'au morbide, dans le respect de l'autorité jusqu'à la servilité la plus inadmissible, d'un côté ; de l'autre, le nihilisme le plus absolu, nourrissant un terrorisme sans commune mesure avec nos éphémères brigades rouges, nous ont toujours troublés parce qu'elles échappaient aux règles de la logique occidentale. Le sujet redevient d'actualité au moins pour essayer d'imaginer un comportement cohérent à l'égard de ce voisin à la fois inquiétant et fascinant.

Essayer d'imaginer un comportement cohérent à l'égard de ce voisin à la fois inquiétant et fascinant.

Les maisons d'édition s'empressent d'éditer de nouveaux titres édifiants ou de réimprimer d'anciens qui acquièrent soudain un intérêt nouveau. Ainsi, Payot, décidément, avec trois titres, le champion dans cette entreprise, ressort un des premiers ouvrages d'Alain Besançon : *"Le Tsarevitch immolé, la symbolique de la loi dans la culture russe" (1)*. Pour Alain Besançon, la civilisation russe (religion, idéologie, littérature), s'organise autour de l'idée d'une force souveraine (Dieu-tsar) dont l'expression symbolique est "la loi", qu'il s'agisse d'y obéir aveuglément ou de la contester. S'agissant d'un édifice mystique, il est totalitaire : on y croit et on l'accepte sans le mettre en question, ou on n'y croit pas et il faut le détruire de fond en comble.

Cet engagement fanatique de tout un peuple est illustré dans un texte classique, le *"Pierre le Grand"* de Vassili O. Klioutchevski *(2)*, un des plus grands historiens russes du XIXe. Aujourd'hui, lorsque Léningrad redevient Saint-Pétersbourg, il faut se souvenir que Pierre le Grand a été tout aussi cruel envers son peuple que les soixantes-six années de communisme. L'auteur résume : "Les contradictions qui marquèrent son œuvre, ses fautes, ses hésitations, suivies parfois de résolutions inconsidérées, son insuffisance du sentiment civique, la cruauté inhumaine qu'il ne savait pas dompter et, à côté de cela, un amour indéfectible pour sa patrie, une fidélité inébranlable à son œuvre, des vues larges et éclairées sur sa tâche, des plans hardis, conçus avec un instinct créateur et menés avec une énergie sans pareille, enfin, les succès obtenus par les sacrifices inouïs du peuple et du réformateur lui-même."

Face à cet exemple de soumission collective extrême, deux biographies de Nicolas II, le dernier tsar, montrent ce qu'il en est lorsque la Russie désobéit.

Plus factuel, plus sobre, plus à même de nous faire réfléchir, le *"Nicolas II"*, de Marc Ferro *(3)* rappelle que ce tsar médiocre et mou fut quand même surnommé "le Sanglant", et que, dans un mécanisme tel que celui de la Russie du début du siècle, il suffisait de laisser faire pour que l'appareil tue de lui-même ceux qui, à leur tour, ne concevaient le changement que par le crime.

Si Marc Ferro s'occupe surtout du "système", Henri Troyat nous offre un *"Nicolas II" (4)* plus près des notes intimes du tsar, des souvenirs et mémoires de ceux l'ayant connu et approché. L'image d'un pouvoir en décomposition dans les mains d'un autocrate médiocre, n'ayant pas la grâce, est tellement saisissante que les révolutions de février et d'octobre apparaissent comme l'implosion inévitable d'un édifice pourri.

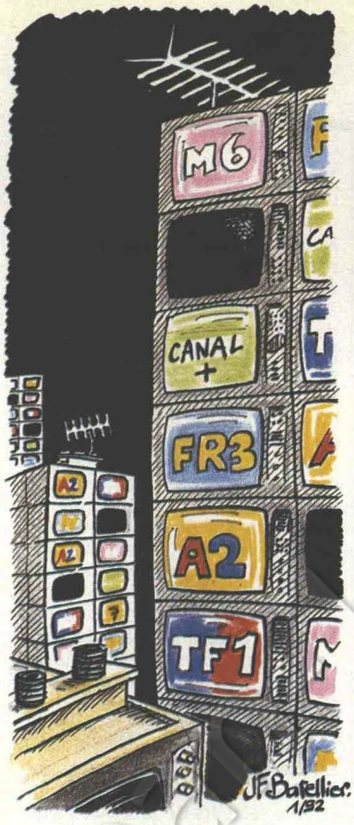


Nicolas II. Ce tsar médiocre et mou fut quand même surnommé "le Sanglant".

Mais, pour mieux saisir "l'âme slave", il vaut peut-être mieux commencer par le commencement. Dans un merveilleux album de Vadim Gippenreiter et Alexei Komech : *"La Russie impériale, splendeurs des premières cités" (5)*, vous allez faire connaissance avec les villes mythologiques de la civilisation russe : Novgorod, Vladimir, Zagorsk, Iaroslav, etc., et être éblouis par l'acharnement à répondre aux espaces désespérément étendus par une architecture dont la verticalité casse brutalement la plaine. Comme si, devant cette agression de l'infini, on avait besoin d'une autorité tutélaire qui fasse le poids. Ceci explique peut-être cela.

(1) Payot, 278 p., 140 F.
(2) Payot, 262 p., 140 F.
(3) Payot, 364 p., 68 F.
(4) Flammarion, 458 p., 145 F.
(5) Atlas, 192 p., 395 F.

après La 5, culture ou info ?



L'écran noir. Une hantise, un cauchemar. Depuis le 31 décembre, date du dépôt de bilan de La 5 par le groupe Hachette, tout ce qui compte de décideurs dans le milieu de l'audio-visuel vit dans la peur de devoir contempler un écran vide. Seul Silvio Berlusconi, pour consolider son groupe européen et Charles Pasqua, qui propose la création d'une société d'économie mixte avec les régions, continuent à faire des propositions de reprise de La 5. Ces démarches aboutiront-elles ? On peut en douter, tant l'étendue du déficit est importante. On peut également douter de leur opportunité.

Catherine Tasca, lorsqu'elle était ministre déléguée à la Communication, avait coutume de dire : "Il y a une chaîne généraliste en trop." Les avatars de La 5, version Hersant et aujourd'hui Hachette, le prouvent si besoin était. En privatisant TF1 en 1986, Jacques Chirac et François Léotard ont fortement déstabilisé le paysage audio-visuel : près de 40% de l'audience a alors basculé dans la sphère de la télé-vision commerciale. Depuis ce jour, le PAF, c'est Dallas. Un univers impitoyable où tous les coups sont permis et où seul le plus fort a une chance de s'en tirer. Et encore, petitement : TF1, pourtant premier, ne réalise que 300 millions de bénéfices par an ! Depuis ce jour, toutes les chaînes ont connu des difficultés. La 5, elle, en jouant l'attaque frontale contre TF1, a mangé trop rapidement son pain blanc, sans pouvoir se donner le temps d'installer ses programmes. L'erreur stratégique était de taille et la polémique actuelle sur le poids excessif de la réglementation apparaît pour ce qu'elle est : un dérivatif visant à dédouaner Hachette de ses responsabilités d'opérateur.

Reste, écran noir ou non, qu'il faudra bien trouver une solution et, si possible, une solution viable. Plusieurs hypothèses sont avancées. La première : faire bénéficier La 7 du réseau de La 5.

Actuellement, la chaîne culturelle n'est diffusée que sur le câble et par le satellite. Son audience est donc confidentielle. Obstacle à un tel transfert de réseau : le coût. Les premières estimations portent à près de huit cents millions la rallonge financière nécessaire : les droits d'accès au réseau mais aussi des programmes différents pour attirer un public plus nombreux.

La deuxième hypothèse souvent citée est multiforme. Il s'agirait de diffuser sur le réseau de La 5 une chaîne réservée exclusivement à l'information. Hervé Bourges, au nom du service public, serait candidat au montage d'un tel projet. Etienne Mougeotte, le délégué général de TF1, propose que l'ensemble des chaînes s'associe pour monter un tel projet. Les candidats au montage d'une CNN française sont donc nombreux. Y a-t-il un public pour une telle programmation ? Difficile de le dire en l'état. Une chose est certaine : La 5 est morte faute de télespectateurs. A méditer.

Philippe Navarro

Le phénomène Almodovar

Avec des films explosifs comme "Femmes au bord de la crise de nerfs" et "Attache-moi", Pedro Almodovar, le plus grand cinéaste espagnol vivant -à 40 ans- a déjà violé à mille reprises les tabous les plus profondément ancrés dans l'âme espagnole. Profitant, il est vrai, de la libéralisation post-franquiste. Dans "Talons aiguilles", son dernier film, où il traite de la passion dévorante d'une fille (Victoria Abril) pour sa propre mère (Marisa Paredes), on retrouve les couleurs vives dont il habille les femmes, le délire et toutes les audaces qui ont fait sa renommée. Les grands thèmes espagnols qu'ont illustrés Bunuel et Carlos Saura sont aussi ceux d'Almodovar : le fétichisme, la douleur de la séparation, de l'abandon et de l'absence, la quête de l'autre complémentaire, la mort, le sexe, la transgression et les dures lois du désir. Mais le bon goût étant le dernier de ses soucis, il les utilise avec outrance.

CINEMA

D'où cette scène d'amour torride dans la loge du cabaret, Victoria Abril accrochée à une barre fixe.
Almodovar l'affirme, son film doit énormément aux acteurs : à Victoria Abril, héroïne d'un grand nombre de longs métrages espagnols de ces dix dernières années, de plus en plus attachante, avec son regard humide et son besoin d'amour. Egalement à Marisa Paredes et à Miguel Bose, digne fils de Luis Miguel Dominguin et de Lucia Bose. "Talons aiguilles" est, en vérité, un cocktail inclassable, mélange d'humour, de polar, de mélodrame et de comédie musicale. Le tout dans un style baroque intello-espagnol.

C.P.



▼ *"Talons aiguilles" : Victoria Abril et Miriam Diaz Aroca.*



TV

VICHY

Une ville d'eau pour curistes coloniaux devenue, pendant quatre ans, la capitale d'un "Etat" dirigé par un maréchal de France entouré d'une meute de collaborateurs soucieux de devancer les ordres de Berlin, Vichy a été, un temps, le symbole des pires abjections. "Hôtel du Parc", lieu de pouvoir du régime issu du vote de l'Assemblée nationale, le 10 juillet 1940, est aussi le nom d'une excellente fiction documentaire française de Pierre Beuchot (La 7 sur FR3) qui, dans sa première partie, donne la parole à une douzaine de collaborateurs notoires interprétés par des acteurs aux réputations discrètes.

Ainsi, Maurice Gabolde, Marcel Déat, Jacques Benoist-Méchin, Georges Albertini, sont saisis dans les propos qu'ils ont tenus en 1953. On entend donc des justifications de l'injustifiable, des théories destinées à expédier vers les camps de la mort les juifs et ceux qui n'acceptaient pas l'ordre nazi.

Vichy apparaît dans son horreur tranquille, dans son quotidien abject, avec ce vieillard qui recherche les acclamations. Une implacable rigueur dans le montage transforme "Hôtel du Parc" en œuvre indispensable pour les générations présentes et futures.

Claude Santelli, depuis plus de deux ans, attendait la diffusion de "Mademoiselle Fifi", de Maupassant. Une fois encore, Santelli se promène dans sa Normandie maupassantienne. Il a toujours le même bonheur pour rendre la respiration d'un auteur qui a saisi les horreurs de la guerre, de l'Occupation, des Prussiens qui se comportent en très parfaits salauds. Santelli dirige ses acteurs avec un incomparable bonheur, mais pourquoi A2 a-t-elle inscrit "Mademoiselle Fifi" après 22 h ?

Les chefs-d'œuvre sont-ils réservés aux couche-tard ?

"Parole de chaîne", de Paule Zajdermann (A2), propose une vision, au quotidien, d'une chaîne de montage d'une filiale de Renault. "Maubeuge automobile construction" n'est pas un endroit édenique, mais des efforts sérieux sont faits pour rendre le travail moins exténuant. Les mots sont libres pour raconter, déplorer, évoquer, rêver. Il est rare de pouvoir prendre une vision aussi juste d'une usine. Paule Zajdermann a su voir et écouter, deux qualités devenues rares sur le marché du petit écran.

A quatre-vingt-trois ans, quelques mois avant sa mort, Fernand Braudel, professeur au Collège de France, auteur de livres classiques, est filmé devant une classe d'adolescents. Il éclaire le siège de Toulon en 1707 avec un extraordinaire talent. Une leçon magistrale qui donne envie de se replonger dans les fresques braudeliennes (A2).

P.Y.

Scarlett et Dieu

Le palmarès des meilleures ventes de librairie en 1991 confirme que plus grand est le tapage mieux se porte le commerce.
Pour les romans, c'est ***"Scarlett"*** d'**Alexandra Ripley**, qui est venu en tête des ventes dans les librairies françaises, l'année dernière. La suite de "Autant en emporte le vent", éditée en septembre seulement, s'est déjà vendue à 470.000 exemplaires. A 139 F l'unité, l'opération s'annonce juteuse pour les éditions Belfond qui avaient déboursé neuf millions de F d'achat de droits. Surtout si ***"Scarlett"*** fait aussi bien que le légendaire roman de Margaret Mitchell (1.800.000 ventes en France et 25 millions aux USA).
Suivent ***"Noir Tango"***, de **Regine Deforges**, -quatrième volet de "La Bicyclette bleue" (400.000 exemplaires, Ramsay) ; le dernier Goncourt, ***"Les Filles du Calvaire"***, de **Pierre Combescot** (300.000 depuis sa parution, le 28 août, Grasset). Quatrième et cinquième : ***"L'Histoire du Juif errant"***, de **Jean d'Ormesson** (221.000, Gallimard) et ***"Un long dimanche de fiançailles"***, de **Sebastien Japrisot**, prix Interallié (200.000, Denoel).
Pour les essais et documents, peut-être grâce aux accusations de plagiat qui leur ont été adressées, les frères **Bogdanov**, en association avec **Jean Guitton**, ont vendu 300.000 fois ***"Dieu et la science"*** (Grasset). Suivent ***"L'Affrontement"***, deuxième volume des mémoires de VGE (200.000, Compagnie) et ***"Guerre du Golfe, le dossier secret"***, d'**Eric Laurent** et **Pierre Salinger** (200.000, Olivier Orban).
On est donc loin du classement des vingt meilleurs livres de l'année établi par le magazine "Lire" sur l'intérêt des ouvrages et non sur leurs ventes. Un seul livre se trouve dans les deux sélections : ***"Un long dimanche de fiançailles"***, qui se classe sixième dans le palmarès du magazine de Bernard Pivot. Auparavant : 1er, ***"Sade"***, la biographie écrite par **Maurice Lever** (Fayard),
2e, ***"Le Troisième Mensonge"***, d'**Agota Kristof** (Seuil),
3e, ***"Lettres à la NRF"***, de **L.-F. Céline** (Gallimard),
4e, ***"La Place"***, roman du russe **Friedrich Gorenstein** (de Fallois),
5e, ***"Les Langages de l'humanité"*** de **Michel Malherbe**, encyclopédie sur toutes les langues du monde (Seghers).

J.G.



▲ *"Autant en emporte le vent" : Clark Gable, Vivien Leigh.*

REVUE DES REVUES

"L'Histoire" *n° 151, 38 F. Un excellent numéro spécial sur le temps de la guerre froide avec une belle iconographie et une subtile mise en pages.*

"Humanisme" *n° 201-202, 35 F. Lydia Clem, Jean-Denis Bredin Claude Vallon, Bernard Jouanneau et quelques autres évoquent, avec pertinence, la rumeur. Elle court !*

"Mots" *n° 29, 80 F. Le vocabulaire du "retour de Chine" est scruté avec une férocité universitaire par François Hourmont.*

"Lire" *n° 196, 30 F. Pierre Assouline s'attaque aux "plagiats", un terrifiant dossier argumenté avec d'étonnantes preuves.*

"Magazine littéraire" *n° 295, 28 F. George Sand est revisitée sans mièvrerie et sans féminisme excessif. Jean-Jacques Brochier signe une musicale chronique.*

"Vingtième Siècle" *n° 33, 100 F. Henri Brousse se penche sans ménagement sur l'histoire inachevée de l'épuration en France à la Libération.*

"Hommes et Libertés" *n° 63, 15 F. La revue de la Ligue des droits de l'homme ne cultive pas la nostalgie. Ses préoccupations demeurent fort présentes.*

P.Y.

EN BREF... EN BREF... EN BREF...

■ Après 50 représentations à Paris, "La Double Inconstance", de Marivaux, sera jouée dans plusieurs villes allemandes, de mars à juin prochain, dans le cadre des échanges internationaux. Les comédiens, tous bilingues, joueront, en alternance, dans les deux langues. A Paris, au théâtre du Lucernaire, la première et la dernière -27 janvier et 27 février-, seront données dans la langue de Goethe et dans une mise en scène de Jean-Pierre Garnier. Lucernaire. ☎ 45.44.57.34

■ **Protection des biens culturels dans la CEE. Deux textes sont en préparation à Bruxelles pour concilier la libre circulation des biens culturels et la légitime protection des trésors nationaux. L'exportation sera soumise à contrôle et la restitution sera de droit après un détournement.**

■ Fin de tout contrôle religieux et censure, demande l'organisation égyptienne des droits de l'homme. La semaine dernière, huit ouvrages avaient été saisis à la Foire du livre du Caire, sur ordre d'Al-Azhar, gardienne de l'orthodoxie sunnite.

■ **C'est sur une nouvelle fréquence (107.2 Mhz) que "Jazz land", radio F.M., émet maintenant ses programmes 100% jazz. Paris et l'Ile-de-France, de 10 h 30 à 4 h en semaine et de 13 h à 4 h le week-end, se délecteront des standards, be-bop, blues, jazz-rock, jazz vocal diffusés automatiquement .**



■ Muse Dalbray, voyage avec Rudyard Kipling. L'infatigable poétesse a adapté deux des plus ravissantes "Histoires comme ça" qu'elle interprète avec François Périer, Sylvia Monfort et Tristan Sévère. Il s'agit de "L'Enfant d'éléphant" et "Le Chat qui s'en va tout seul", que l'on retrouve sur un CD (Chant du Monde LDX 200 313). Ce sera le cadeau que Muse Dalbray nous offre pour son quatre-vingt neuvième anniversaire.

Mozart à Paris

C'est une des dernières expositions présentées à l'occasion du bicentenaire.



◀ *Carmontelle : "La Famille Mozart" (musée Carnavalet, aquarelle, 1763). Wolfgang, sept ans, au clavecin accompagné de son père, Leopold, jouant du violon et de sa sœur, Nannerl, chantant.*

Mozart est venu à Paris à trois reprises, en 1763 (les genoux de Marie-Antoinette), 1776 et 1778 (la mort de sa mère). Au total, ces douze mois passés entre la cour et la ville n'ont pas répondu à l'attente de Wolfgang qui en espérait tant, et ont laissé à Paris le regret d'une rencontre ratée.
Cette exposition rassemble toutes les pièces que l'on est en droit d'attendre : aquarelles de Carmontelle, tableaux connus, autographes de Grimm et Beaumarchais, etc.
La présentation est d'une scénographie très inspirée par la mise en scène théâtrale. Elle oblige à se tordre un peu le cou pour voir certains documents, mais contribue à l'ambiance délicate et raffinée qui est le parti pris par cette exposition.

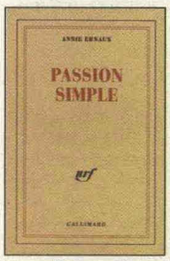
J.G.

Musée Carnavalet → 16/2 sauf lundi. ☎ 42.72.21.13

post-scriptum



ANNIE ERNAUX
"Passion simple"



Dix-sept ans depuis "Les Armoires vides". Et, dans ce laps de temps, cinq romans seulement dont "La Place", qui eut le prix Renaudot. De titre en titre, s'est affirmé l'écrivain, en même temps que la personnalité, serait-on tenté de dire si l'on pouvait si facilement les dissocier et si l'accomplissement de l'un n'allait pas de pair avec l'affermissement de l'autre.
Précisément, "Passion simple" c'est cela : le regard porté sur elle par Annie Ernaux elle-même, avec une acuité totale et la volonté exprimée de ne se fixer aucune borne. Le récit d'une passion, violente, absolue. Crue parfois, parce que le sujet l'implique. Mais le sujet et son traitement -qui peuvent choquer- ne sont que le prétexte, ô combien approprié, à un exercice littéraire de haute volée.
Gallimard, 82 p., 60 F.

STEFAN ZWEIG
"Un mariage à Lyon"



"Un mariage à Lyon" est le titre de l'une des sept nouvelles réunies dans ce volume et, jusqu'ici, inédites. L'éditeur poursuit ainsi la publication, entreprise il y a dix ans, de l'œuvre de Stefan Zweig.
Heureuse découverte, ici, de textes écrits entre 1901 et 1929, lucides d'inspiration, pittoresques de forme. Autant de tableaux, qui font forte impression. Ecriture au lyrisme contenu. On sait que Zweig est tenu pour avoir donné les meilleures traductions des poètes français et belges du XIXe siècle.
Belfond, 182 p., 79 F.

JAMES-OLIVER CURWOOD
Œuvres



Le nom seul de Curwood évoque les volumes cartonnés de la Bibliothèque verte et vous transporte instantanément dans ce monde que le romancier américain possède, en partage, avec Jack London. Curwood était du Michigan et il ne connut qu'une route : celle du Nord, du Northland américain, c'est-à-dire de l'extrême nord du Canada.
Tous ses romans ont été vécus ; le plus souvent par Curwood lui-même. Sa connaissance du Grand-Nord -la nature, les animaux- en remontrait souvent aux trappeurs et aux Indiens. Présentés par Francis Lacassin, voici dix romans de bêtes et de gens du Grand Nord : "Bari, chien-loup", "Kazan", "Le Grizzly"... Curwood, poète et moraliste.
Laffont-Bouquins, 1.150 p., 130 F.

ALAIN BERGOUGNIOUX, GERARD GRUNBERG
"Le Long Remords du pouvoir"



De 1905 à 1992, le Parti socialiste français. Les auteurs, historien le premier, politologue le second, resituent ce qu'a été le développement historique du socialisme depuis la synthèse jaurésienne. Tout du long, il a été marqué d'une double fragilité : difficulté à se distinguer des valeurs et des partis républicains, faible influence dans le mouvement syndical. D'où un rapport longtemps ou souvent malheureux avec le pouvoir.
La dernière phase, ouverte en 1981, met en pleine lumière tous ces aspects et a réglé, un temps, les contradictions anciennes et permis de concilier l'exercice du pouvoir et le maintien de l'identité. Aujourd'hui, de nouvelles interrogations... Innombrables pistes dans ce livre sur lequel nous reviendrons.
Fayard, 502 p., 180 F.

STELIO FARANDJIS
"Francophonie fraternelle et civilisation universelle"



Farandjis, que tout le monde connaît ici et estime, se bat sur tous les fronts depuis des dizaines d'années à présent : l'agrégé d'histoire spécialiste de sémantique et le militant -CIR, PS, SNESUP- se sont rejoints dans l'action qu'il mène pour la promotion de la langue française et le développement de la francophonie.
En 1992, un danger menace l'humanité : une progression non contrôlée vers une civilisation de l'universel. Pour combattre ce fléau, Farandjis propose le "civisme gigogne" de la francophonie solidaire qui reconnaît l'autre et respecte chacun.
Editions de l'Espace européen, 288 p., 160 F.



BACH
"Cantates pour basse"



Parmi les œuvres du Cantor les plus pures, les plus grandes, se trouvent les cantates pour basse, souvent interprétées au concert, plus rarement enregistrées. Bach, on le sait, a composé plus de six cents cantates, religieuses ou profanes, mais douze seulement font appel à une unique voix de soliste. Trois sont écrites pour une voix de basse que voici.
On sera sensible au timbre profond de Peter Kooy et à sa compréhension du texte. Tout passe en expression émue. Grandeur et simplicité sans ostentation. Accompagnement de la Chapelle Royale, dirigée par P. Herreweghe au niveau de qualité qu'on lui connaît. Recommandé.
Harmonia Mundi, 901365, 52'20", env. 125 F.

PROKOFIEV
Symphonie n° 5



Prokofiev revient en force dans le goût du moment. Le mélange de lyrisme de brutalité, les couleurs de l'orchestre, son fort impact suggestif vont dans le sens d'un engouement croissant pour la musique russe.
Seiji Ozawa, après les symphonies n° 2 et 7, vient d'enregistrer la cinquième, la plus connue, avec le fameux allegro. Prokofiev l'avait écrite fin 1944 : l'URSS pressentait qu'elle allait damer le pion à Hitler. Partition héroïque, épique même. Couplée ici à la musique du film "Lieutenant Kijé" où l'Orchestre philharmonique de P lin est très en verve.
Deutsche Gramophon, 435029, 61'39", 125 F.

BETTY BOOP
"Salam à Lékoum"



Un groupe qui n'est pas prêt de jouer pour les ayatollahs de Tizi-Ouzou ou de Constantine. Même voilées, les cinq nanas des Boopgangs vont défriser les barbus du rockn'roll et les fort-en-gueule du rythme macho-phallo. N'ayant rien à envier à leur glorieuses aînées : Runaways et autre Janis Joplin, les Betty enfoncent le clou du rock féminin français.
Jonglant avec les genres : intro rock entraînante "Betty please don't go" dédicace de copains, rappers de passage ("Salam à Lékoum"), chansons en anglais ("White Riot") ou à l'accent des faubourgs ("Tant d'amants"), peut-être en font-elles un peu trop... Mais ce premier disque, avec ses imperfections (si peu !), augure d'un bel avenir.
Boucherie Prod., 510331, 47', env. 120 F.

DANIEL HUCK ET ORNICAR BIG BAND
"A la poursuite de l'incroyable Huck"



Daniel Huck est un peu au jazz français ce que fut Cab Calloway au jazz américain, il y a un demi-siècle. Bien sûr, il est toujours osé d'établir de telles comparaisons, mais lorsque cet énergumène, fana de Slim Gaillard, et saxophoniste autodidacte, se met à chanter "Saint Turbin", c'est toute la facétie et la bonne humeur de Bobby Lapointe et d'Henri Salvador qui saute aux oreilles.
Résolument "vieux style", naturellement joviale, cette réunion de Daniel Huck et du big band Ornicar est -à l'instar de "Jazoon"- un résumé de ce que le jazz, en cent ans d'existence, a livré de plus attrayant.
Big Blue, BBR C9106, 47'36", 120 F.

Agenda

Classique

BORDEAUX
"La Flûte enchantée", dir. A. Lombard. Gd théâtre → 2/2. ☎ 56.48.58.54
CAEN
B., S. et W. Kuijken, flûte, violon et viole. Château, 28, 21h. ☎ 31.50.05.64
LE HAVRE
(Voir Caen). Th., 26, 17h30. ☎ 35.42.52.18
LIMOGES
"Faust". Théâtre, 25, 15h. ☎ 55.34.12.12
METZ
M. Price. Arsenal, 25, 20h. ☎ 87.74.16.16
MONTPELLIER
"Ariane à Naxos", dir. F. Maider. Opéra → 2/2. ☎ 67.66.00.92
PARIS
• "Atys", dir. W. Christie. Opéra-Comique → 5/2. ☎ 42.86.88.83
• "Le Chevalier imaginaire" (Fénelon). Châtelet 27 → 31. ☎ 40.28.28.40
• Ma, violoncelle, Meyer, clarinette et Ax, piano. TCE 29, 20h30. ☎ 47.20.36.37
• "Requiem" (Verdi), dir. C.-M. Giulini. Pleyel 29, 30 et 1/2. ☎ 45.61.06.30
• L. Popp, soprano. Châtelet, 31, 20h30.

Théâtre

CHATILLON (92)
"Mademoiselle Rose" (F. Garcia Lorca), ms M. Cerda. Th. → 15/2. ☎ 46.57.22.11
CLICHY (92)
"Un homme ordinaire" (A. Drury). Petit théâtre → 8/2. ☎ 43.57.68.19
MONTPELLIER
"Comédies barbares" (Valle Inclan), ms J. Lavelli → 2/2. 13-Vents. ☎ 67.52.72.91
PARIS
"George et Margaret" (M.-G. Sauvajon) avec D. Darrieux, J. François. Bouffes-Parisiens. ☎ 42.96.60.24
STRASBOURG
"Agesilan de Colchos" (J. de Rotrou), ms P. Berling. TNS → 8/2. ☎ 88.35.44.52

Jazz/variétés

MASSY (92) : Eddy Louiss quintet. CC Paul-Bailhart, 31. ☎ 69.20.57.04
PARIS : Lovano/Texier/Romano. La Villa, 27 → 1/2. ☎ 43.26.60.00 ; M. Zanini quartet. Lat. St-Germain. 31 → 1/2. ☎ 42.61.53.53 ; B. Wilen & friends. Petit Opportun, 28 → 30 ; A. Lowman. Duc des Lombards, 31. ☎ 40.26.23.20
QUIMPER : B. Allison group. Th. municipal, 26. ☎ 98.90.34.50
STRASBOURG : L. Winsberg quartet. Café des Anges, 29. ☎ 88.37.12.67
VALENCIENNES : E. Le Lann/D. Lockwood. Saint-Nicolas, 31. ☎ 27.46.68.22
VILLEFRANCHE-SUR-SAONE (69) : L. Sclavis sextet. C. culturel, 30. ☎ 74.68.02.89
*• **C. Nougaro :** Olympia, 28/1 → 16/2*
*• **S. Eicher :** BIARRITZ (Palais des festivals), 27 ; TOULOUSE (S. fêtes Portes), 28 ; BORDEAUX (th. Barbey), 29 ; TOURS (La Pléaide), 31 ; NIORT (Parc expos), 1/2.*
*• **C. Couture :** AUBAGNE, 26 ; FECAMP, 30 ; BEAUVAIS, 31 ; MONTELIMAR, 1/2*

Cinéma

BESANÇON
Pour rire. 29 → 1er/2. ☎ 81.51.03.12
CLERMONT-FERRAND
Festival du court-métrage. 31 → 8/2.
MONTE-CARLO
Imagina 92. Rendez-vous des créateurs d'images. 29 → 14/2. ☎ 93.30.49.44

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (télévision - revues)

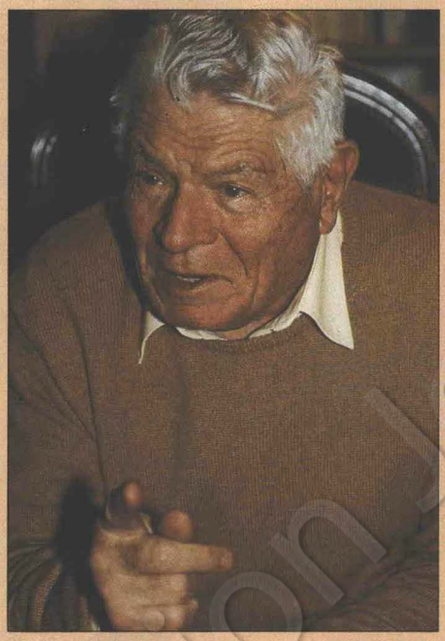
ALAIN CUNY

L'étrange ménestrel des "Visiteurs du soir" n'a rien perdu de son charme. Il vient de réaliser son premier film, "L'Annonce faite à Marie", d'après la pièce de Paul Claudel. Propos sulfureux sur la femme, l'amour, la foi, le péché.

Vous ne cachez pas que vous avez été marqué par des origines bien particulières.
Parce que j'étais un bâtard, dans ma famille, pendant longtemps, on a fait célébrer des messes pour que je meure. J'en ai eu une connaissance inconsciente dès mon premier souffle, puis, je l'ai su par les lettres d'une sœur de ma mère qui écrivait : "Notre bon curé continue toujours à célébrer des messes pour que Dieu rappelle à lui le petit Alain." Il est inconcevable que j'en sois réchappé. J'avais tout pour être un grand névrosé ! Et pour crever. Et pourtant, je les ai eus. Mais cela m'a paralysé, m'a tout interdit. Je suis encore interdit de vivre.

Malgré cela, avez-vous la foi ?
Jamais je ne me permettrai de contester la parole révélée. Beaucoup d'entre nous y croient. A un au-delà, à un Dieu, à la vie éternelle, à l'âme qui ne fait que résider passagèrement dans le corps. J'admets ce romantisme. Mais je n'y crois pas. Pourtant, tant de choses sont inexplicables ! Pourquoi, lorsqu'on est conquis par une femme, par son visage, lorsqu'on a appris à reconnaître sa beauté, est-on transporté, multiplié par cent ? Non seulement il y a cette contemplation de la femme, mais on peut entrer dedans. C'est prodigieux ! Nous sommes faits pour entrer dedans. Pour avoir cette intimité entre sa peau la plus fine et la nôtre. Cela nous est permis. Qu'est-ce que ça veut dire ? Et la volupté n'est pas moins mystérieusement sacrée. Saint Augustin dit : "L'orgasme est le symbole de la béatitude dans la chair.". Il fait ainsi la jonction entre la matière périssable et l'infini. Quand la joie arrive, rien ne compte qu'elle ! C'est tout de même extraordinaire.

Et le péché ?
C'est tellement terrible, ce sens du péché. Je crois que la psychanalyse a raison quand elle veut abolir cette culpabilité et cette peur de la femme. S'accuser du bonheur, c'est tellement épouvantable ! C'est effarant qu'il faille nous guérir et progresser pour accepter d'être heureux. Goethe disait : "Si les spectateurs qui assistent à une tragédie en pouvaient pénétrer le sens, ils fuiraient. La salle du théâtre se viderait." Eh bien, il faut tenir bon, il faut rester dans son fauteuil. Ce que je n'admets pas, c'est d'être comme Pierre de Craon, l'architecte de "L'Annonce faite à Marie". Il ne faut pas payer l'œuvre d'art la plus généreuse, la plus salvatrice, de notre non-existence. Il vaut mieux être un casseur de cailloux en paix avec les êtres, avec une femme ou avec qui on aime, que d'être Rembrandt, Van Gogh ou Spinoza et ne pas être un être humain. Je pleure intérieurement en pensant à Antonin Artaud qui était une torche vivante. Nous ne sommes pas faits pour être une torche. Nous n'avons pas à brûler nuit et jour en nous consumant. Il importe de tenter d'être heureux. Et pas de sacrifice ! La décence d'une vie, c'est d'être heureux et de rendre heureux.



Nous n'avons pas à brûler nuit et jour en nous consumant. Il importe de tenter d'être heureux.

Vous n'êtes pas du côté de la mystique négative !
Je me souviens d'avoir été reçu à Rome, il y a 40 ans, par le général des Jésuites. J'ai vu entrer un homme dont il est à peine excessif de dire qu'il était lumineux. Un port de tête magnifique. C'était à la fois démesuré et humble, c'était prodigieux. Nous avons parlé et, comme il me questionnait sur ma vie à Rome, je lui ai dit : "Je vais demain attendre une jeune femme qui vient de Paris." Il m'a répondu : "Elle va faire de vous un pourceau." Eh bien, je ne veux pas de cet être lumineux, et je ne crois pas que les femmes fassent de nous des pourceaux. Claudel aussi dit que la femme est la promesse qui ne peut être tenue. C'est épouvantable. C'est une parole de supplicié. C'est le contraire ! La femme est la promesse tenue, quand nous savons la tenir dans nos bras !

Vous venez de réaliser "L'Annonce faite à Marie", d'après la pièce de Paul Claudel. Premier film d'un jeune cinéaste de 83 ans !
C'est l'histoire d'une jeune fille, Violaine, que son père quitte pour aller à Jérusalem, et qui rompt ses fiançailles pour vivre au fond des bois, dévorée par la lèpre. J'espère avoir montré la détresse de Claudel et deux des blessures les plus terribles, l'incommunicabilité et la terreur devant la femme. Jacques Hury et Violaine s'aiment. Mais Violaine est rappelée par Dieu. Pour que l'humanité accède à la vie éternelle, il faut de tels êtres, désignés par Dieu pour donner à l'âme sa réalité. La petite Aubaine est baptisée par Violaine qui paye de sa vie. C'est l'introduction du divin dans le corps organique. Pour "L'Annonce", les maquettes qui ont été faites par le peintre Tal Coat sont exceptionnelles. On ne pouvait espérer de meilleure collaboration. C'est une équivalence au génie de Claudel.

Vous avez fréquenté d'autres peintres, et en particulier Balthus...
Je lui dois beaucoup. Il m'a appris que notre regard nous aveugle. Un jour, venant me voir, j'ai ouvert la porte-fenêtre de mon balcon et il y avait un grand plat rond de porcelaine, sur lequel le vent avait apporté un journal, de la poussière et des cailloux. La pluie en avait fait un ensemble. J'ai pris ce plat et je me suis apprêté à le nettoyer. Et Balthus m'a dit : "N'y touchez pas." Car, en effet, c'était une merveille. Et depuis, grâce à lui, je suis dans le ravissement devant mille choses de cette nature qui m'échappaient complètement.

Que souhaitez-vous, aujourd'hui ?
Maintenant, je voudrais beaucoup dessiner. Le dessin me semble l'arme la plus grande que nous ayons pour affronter l'inconnu des formes, des volumes. Là, Dieu est touché. Beaucoup plus que par les mathématiques ou les échecs. Le dessin, c'est ce que Dieu peut redouter le plus, dans la mesure où il ne nous veut pas de bien. Voyez Giacometti, c'est confondant. Il n'a pas du tout cherché à faire ressemblant et pourtant, tout à coup, l'identité apparaît.

On a quelquefois l'impression que vous êtes un homme en colère. En fait, il n'en est rien !
Je trompe mon monde! Je suis débordant d'enthousiasme !

Propos recueillis par C.P.

POUR l'égalité des droits

CONTRE le racisme et l'extrême droite

MANIFESTONS A PARIS
LE 25 JANVIER A 15 HEURES
DE LA BASTILLE A LA NATION

PARTI SOCIALISTE